

MERCREDI 8 JUILLET 2013

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

= **Dossier : Les théories de la décroissance** p.1

Actualités

- = **Bienvenue dans le monde des cygnes noirs (J-H Kunstler)** p.20
- = **Les cours du pétrole rechutent nettement** p.22
- = **La planète pétrole s'enfoncé dans la crise. So what ?** p.23
- = **Plongeon des bourses chinoises, forçant de nouvelles mesures d'urgence (AFP)** p.28
- = **Crash boursier en Chine. Une ombre sur le modèle chinois ?** p.29
- = **L'arbre qui cache la forêt (Chine)** p.32
- = **La crise grecque constitue la partie émergée de l'iceberg** p.35
- = **Crise Grecque : le sommet de tous les dangers (Vidéo de Charles Sannat)** p.37
- = **Vidéo : Un banquier suisse explique pourquoi le système monétaire mondial va exploser ...** p.37
- = **Le cash est (de plus en plus) roi (Bill Bonner)** p.38
- = **Vous serez ruinés, mais lentement et de façon ordonnée ! (Bruno Bertez)** p.40
- = **L'important, c'est la Chine, pas la Grèce. Attention! (Bruno Bertez)** p.41
- = **Krach en Chine : le danger caché (Cécile Chevré)** p.43
- = **Dettes : la "tragédie" grecque se jouerait-elle aussi aux Etats-Unis ? (E. Unger)** p.46
- = **CINQ JOURS QUI VONT ÉBRANLER L'EUROPE (François Leclerc)** p.48
- = **Nuances de Roosevelt (Mish)** p.49
- = **« Soupe, filet de morue, mousse au chocolat ! » (Charles Sannat sur la crise Grecque)** p.51
- = **Le Grexit n'apporte probablement aucune solution (Bruno Colmant)** p.53
- = **Grèce: Des banques préparent l'expropriation brutale des petits épargnants** p.54
- = **Grèce : honte aux économistes irresponsables !** p.56
- = **Le point sur la situation Grecque (Bruno Bertez)** p.57



Les théories de la décroissance

de JM Harribey publié sur : <http://questions-economiques.com/>



Introduction :

Du fait de la prise de conscience de l'impact environnemental des activités

anthropiques et de l'entrée dans une ère de raréfaction de certaines ressources, les théories relatives à la décroissance sont aujourd'hui plus que jamais en plein essor. Il est vrai que depuis la révolution industrielle, les changements techniques ont en général permis de repartir après les crises économiques ou même environnementales. Mais certaines limites ne seraient-elles pas atteintes ? Dès lors il semble qu'un nombre croissant de chercheurs s'interroge sur les grandes orientations de nos sociétés contemporaines.

Les théories de la décroissance sont l'essence d'un mouvement intellectuel et militant estimant que les risques liés à la crise climatique et les difficultés rencontrées par le modèle capitaliste ne sauront être jugulées qu'au prix de l'abandon du modèle de développement productiviste actuel. L'enjeu majeur serait désormais de penser la société à long terme à l'heure où seul le court terme prévaut. Cette idée se développe particulièrement en France mais aussi en Italie et interpelle ailleurs la communauté scientifique. Les problématiques posées par ces théories demeurent relativement difficiles à cerner dans la mesure où elles touchent un champ de recherche extrêmement large. La décroissance est en effet une matière transdisciplinaire mêlant à la fois approches économiques, sociologiques, écologiques, techniques, anthropologiques et même institutionnelles.

Pour certains l'apparition des théories relatives à la décroissance remonterait au Club de Rome en 1971. Le Club de Rome est une organisation, fondée en 1968, composée de professionnels issus des milieux de la diplomatie de l'université, de l'industrie et de la société civile. Dans leur premier rapport, publié en 1972 et intitulé « *Limits to growth* »¹, le constat sur l'évolution de notre système de croissance économique actuel est accablant.

En faisant état de plusieurs scénarios sur l'évolution des ressources disponibles en matière d'énergie, de matières premières au regard des évolutions de la population et de la pollution, il finit par conclure à la fin de la croissance pour 2020. Il indiquait par ailleurs que les limites matérielles de notre planète étaient atteintes et se montrait favorable à l'avènement d'un état d'équilibre global et stable après que les pays riches aient stoppé leur croissance et que les pays pauvres aient accompli la leur pour répondre à leurs besoins les plus élémentaires.

Toutefois, il faudra attendre la fin des années 1970 pour voir apparaître véritablement le terme de « décroissance ». En effet (et bien qu'elle soit, pour une large partie, une idée des traducteurs Jacques Grinevald et Ivo Rens) la notion de « *décroissance* » apparaît pour la première fois en 1979 dans les travaux de Nicholas Georgescu-Roegen intitulés « *Demain la décroissance* ». Nicholas

Georgescu-Roegen, pionnier en matière de développement durable et de droit des générations futures, est à l'origine de la progression de cette « bioéconomie » souvent évoquée dans les théories actuelles sur les effets de la croissance. D'avantage mathématicien et scientifique qu'économiste, l'apport de ses recherches en matière de décroissance a été considérable. Il demeure aujourd'hui la principale référence scientifique des théoriciens contemporains de la décroissance.

Evidemment depuis les années 80, les théories de la décroissance ont eu l'occasion de se développer et de se diversifier. Herman Daly, Jacques Ellul, Ivan Illich, Serge Latouche, Paul Ariès, Jean Pierre Dupuy, Bernard Charbonneau, pour ne citer qu'eux, ont ainsi contribué à donner de l'ampleur au mouvement engagé par Nicholas Georgescu-Roegen. Leur position reste toutefois distincte de ce dernier dans la mesure où, et comme cela a été dit ci-dessus, les analyses de la décroissance peuvent être extrêmement variables et variées.

Désormais, et c'est ce qu'il semble ressortir des théories actuelles de la décroissance, il existerait un mouvement circulaire entre production et consommation. Ce processus s'exécute dans un système clos qui ignorerait parfaitement notre terre. Le dogme de la croissance serait en réalité une abstraction qui mènerait à détourner les populations des véritables problèmes. La croissance, telle qu'elle est conçue aujourd'hui, ignorerait ainsi l'irréversibilité de l'entropie croissante et refoulerait l'existence même des limites de la biosphère. La multiplication des pollutions, qu'il s'agisse de l'eau, de l'air, des sols, mais aussi la diminution de la diversité biologique, le réchauffement de la planète du fait de l'importance perpétuelle de l'émission de gaz à effet de serre, associés à la raréfaction à plus ou moins court terme des ressources naturelles, comme les ressources énergétiques d'origine fossile, doivent, selon les théoriciens de la décroissance, amener à s'interroger sur la perturbation des équilibres naturels et leurs conséquences sur les conditions des populations, notamment les peuples les plus pauvres.

Il convient toutefois à titre liminaire d'établir une distinction relativement importante pour les objecteurs de croissance. Leur point de vue s'oppose en principe à celui des défenseurs du développement durable. Cette opposition est plus ou moins radicale selon les auteurs mais elle existe bien. En effet, le concept de « développement durable » ne remet pas en cause l'idéal de croissance tel qu'il est conçu actuellement dans notre société contemporaine. Les « décroissants » contestent la pérennité du concept de développement économique continu. De ce fait, ils considèrent que le taux de production et de consommation ne pourrait être indéfiniment accru ni même maintenu, dans la mesure où la création de richesse

mesurée par les indicateurs économiques traditionnels, même s'ils sont aujourd'hui largement remis en question également par de nombreux auteurs et économistes, comme le PIB correspond à une destruction du capital naturel et que ce dernier est épuisable.

1^{ère} partie : Les fondements des théories de la décroissance

A/ Les origines

Il est fréquent d'entendre qualifier ceux qui soulèvent la question des problèmes environnementaux liés à la croissance, partisans de la décroissance, d'« alarmistes », et de « catastrophiques » ou encore d'utopistes, de non réalistes ou de pessimistes « radicaux ». Malgré tout, force est de constater que ces questions ne sont pas tout à fait nouvelles et ont déjà été posées par les théoriciens de l'économie classiques. Evidemment, le cadre du débat des classiques, et notamment du fait de l'importante diversification des mouvements de décroissance, n'était pas vraiment le même ; toutefois, il peut présenter un certain intérêt pour l'étude qui est ici présentée.

1/ Les analyses des économistes classiques :

Les préoccupations en matière de décroissance ne sont pas nouvelles. En réalité la plupart des économistes classiques du XIX^e siècle ont théorisé de façon plus ou moins directe l'économie de la décroissance. Ainsi, des auteurs comme Ricardo (Annexes : N°1) ou Mill (Annexes : N°2), favorables à l'économie marchande envisageaient, et même pour certains, appelaient de leurs vœux, une sortie de l'économie de croissance par la survenue d'un « état stationnaire », soit une croissance nulle.

C'est Ricardo qui va, notamment au travers de sa théorie de la « rente foncière », démontrer que cet état stationnaire serait la conséquence de la croissance démographique conjuguée aux rendements décroissants de la terre. Il démontre ainsi que du fait de la réduction constante des rendements agricoles (résultat de la mise en culture de terres de moins en moins fertiles pour répondre aux besoins sans cesse croissant de la population), les rentes versées aux propriétaires fonciers deviendraient plus importantes, les prix agricoles et les salaires ouvriers également, et finalement les profits capitalistes tendraient à diminuer : les capacités d'investissement se raréfiant, l'état sera inévitablement conduit à être stationnaire.

La vision du phénomène est quelque peu différente pour J. S Mill. En effet, il considère lui que cet état surviendrait en raison de la satisfaction des besoins, qui ne pouvaient pas être illimités. Il indique ainsi : « le meilleur état pour la nature

humaine est celui où, personne n'étant pauvre, personne ne désirerait être plus riche, ni n'aurait de raison de craindre d'être repoussé par les efforts de ceux qui se pousseraient en avant »². Il différencie le progrès humain de la croissance économique de façon quasiment prophétique.

Dans un autre registre on peut observer l'analyse Keynésienne avec l'importance particulière qu'elle accorde à la dimension sociale dans l'économie. En effet, pour Keynes (Annexes : N°3), l'un des plus grands économistes du XX^e siècle, la survenue d'une économie à l'état stationnaire était envisageable voir souhaitable. Il considérait ainsi que les individus devaient se soulager des tâches de travail les plus harassantes pour pouvoir profiter pleinement de la vie : « en admettant qu'il n'y ait pas d'ici là de grande guerre ou un accroissement considérable de population, le problème économique peut être résolu, ou du moins en bonne voie de solution d'ici cent ans. Cela signifie que le problème économique n'est pas –si l'on considère l'avenir- le problème éternel de l'humanité »³.

Enfin, et d'une manière générale, ces économistes « classiques », s'inquiétaient des limites que la capacité de charge de la planète, le caractère limité des terres arables et l'épuisement des ressources non renouvelables imposeraient à l'expansion de l'économie. La clause de Locke illustre relativement bien cette idée. En effet, pour lui, « Dieu a donné toutes choses en abondance (...) Tout ce qu'un homme peut utiliser de manière à en retirer quelque avantage quelconque pour son existence sans gaspiller, voilà ce que son travail peut marquer du sceau de la propriété. Tout ce qui va au-delà excède sa part et appartient à d'autres »⁴.

De façon moins centrée sur « l'économie » au sens strict du terme, les théories de la décroissance ont pu s'inspirer des vieux courants de pensée anti-industriel du XIX^e siècle, proche du christianisme et de certains mouvements socialistes. Cela s'est surtout exprimé en Grande-Bretagne à travers John Ruskin ou encore aux Etats-unis à travers Henry David Thoreau et en Russie à travers Tolstoï, même en France avec les courants de pensée « soixante-huitards ». Cette influence ne sera toutefois pas totale. En effet, les théories de la croissance semblent avoir une attitude davantage réformiste que révolutionnaire véritablement.

2/ Les analyses contemporaines de la décroissance : la théorie du scientifique Nicholas Georgescu-Roegen :

Dans ses travaux, « *The Entropy law and the Economic Process* », paru en 1971, Nicholas Georgescu-Roegen va appliquer le thème de l'entropie à l'économie. Mathématicien de formation, il sera également le fondateur du célèbre « paradigme bioéconomique ». Ce dernier démontre que l'activité économique moderne, avec toutes ses machines thermiques peut être décrite comme un

accélérateur de croissance de l'entropie et donc une vaste entreprise de raréfaction matérielle des ressources utilisables au profit d'une croissance des zones stériles, des déchets et de la pollution.

Pour lui, la fin de la phase industrielle serait atteinte d'autant plus vite que la croissance économique serait élevée : « La croissance pure ne peut excéder une limite certaine, difficile à déterminer sans un accroissement du taux global d'épuisement et du taux de pollution qui en découle »⁵. La bioéconomie intègre le fait que la technique est un phénomène culturel et permet ainsi de considérer que la matière exploitée bénéficie de propriétés qui ne sont pas modifiables indéfiniment, d'où des conséquences politiques et civilisationnelles qui sont à mesurer. Il associe ainsi aux flux économiques de la matière et de l'énergie qui par le biais des différents processus de production se dégradent de manière irréversible.

Il prend l'exemple des matières premières utilisées pour la construction des ordinateurs. Il démontre qu'une fois fragmentées et disséminées à travers la planète, il est quasiment impossible de reconstituer les minerais d'origine. De même, l'utilisation de l'énergie qu'elle aura suscitée lors de leur fabrication sera elle dissipée à jamais. Nicholas Georgescu-Roegen appelle les populations à se tourner de toute urgence vers des ressources renouvelables car elles sont les seules à pouvoir assurer l'avenir, les autres devant tôt ou tard s'épuiser quels que soient les progrès des sciences et des techniques.

Si les fondements des théories de la décroissance semblaient ainsi être posés, il n'en demeure pas moins que le mouvement a pris une certaine ampleur et s'est affiné auprès de multiples auteurs.

B/ Des théories en perpétuelle évolution :

Il est vrai qu'il existe un corpus extrêmement large de penseurs de la décroissance aujourd'hui, chacun ayant souhaité ainsi développer sa propre vision de ces théories et y apporter ses compléments. Parmi toutes ces idées évolutives il y a parfois certains désaccords entre tous les intervenants qui rendent parfois difficile une appréciation globale des théories de la décroissance.

1/L'apparition de nouveaux théoriciens

L'ensemble des partisans de la décroissance semble s'accorder à dire qu'il faut s'interroger sur les capacités pour l'homme à assurer sa survie dans un environnement que par son activité il contribue à rendre hostile. Ces interrogations sont menées différemment selon les auteurs. Jacques Ellul (Annexes : N°4), Serge Latouche (Annexes : N°5), Paul Ariès (Annexes : N°6), André Gorz (Annexes :

N°7) ou Ivan Illich (Annexes : N°8) sont particulièrement représentatifs de ce mouvement.

Ce dernier, issu de la pensée anti-institutionnelle, n'a eu de cesse, d'interroger les contradictions des sociétés modernes dans leur quête de progrès et de vitesse. Ivan Illich est souvent considéré comme l'un des théoriciens les plus controversés de la décroissance. Il dénonce l'omniprésence de la technologie et des machines dans les économies post-industrielles et critique fortement la contre productivité qui en découle. Pour en finir avec cette évolution de la société, il se présente comme étant favorable au développement d'une société basée sur la convivialité. Associé au mouvement de l'écologie politique il est resté célèbre pour sa démonstration relative à la vitesse qui dévore le temps. Ce concept prouve qu'en prenant en compte le temps passé chaque année par un américain moyen dans sa voiture, le temps consacré à payer son remboursement, l'essence, les péages, les contraventions...il constate que le temps capté par la voiture était de 4h par jour. Calculant ainsi qu'un américain parcourait 10 000 kilomètres par an, il confrontait les deux chiffres et en tirait la conséquence que sa vitesse moyenne était de 6 km/h, soit moins que celle d'un cycliste et à peine plus qu'un piéton.

Jacques Ellul, à qui l'on associe généralement Bernard Charbonneau a contribué à cette diversification dans la « pensée décroissante ». Selon lui, le « Système Technicien », système dans lequel l'Etat et l'économie ne sont que des applications, s'est autonomisé. Désormais il ne cherche qu'à satisfaire des buts qui lui sont propres et non plus à répondre à des problèmes identifiés comme tels par les peuples. Ainsi, le contrôle absolu, l'efficacité maximale sont devenus des objectifs à part entière. Mais la pleine réalisation de ce projet nécessite une rationalisation du monde poussée à l'extrême où l'homme lui-même devient une matière première qu'il convient d'exploiter. C'est à l'organisation sociale qu'il incombe cette tâche. Pour Ellul, l'homme est devenu peu à peu l'esclave de structures anonymes qu'il a créés et est ainsi réduit à l'état de rouage d'une vaste machinerie sociale.

Serge Latouche démontre quant à lui que « les baisses d'impact et de pollution par unité se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues et consommées »⁶ selon lui, une politique de décroissance consisterait d'abord à réduire (même à supprimer) le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction, mais aussi à remettre en question le volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant. Il conviendrait ainsi d'engager un mouvement de « relocalisation » de l'économie. Ainsi, il préconise une réserve importante dans la consommation matérielle, tout en précisant qu'il ne s'agit pas

pour autant d'une régression de bien être.

Pour André Gorz, va quant à lui élaborer une certaine théorie de l'aliénation de l'individu dans sa relation marchande. Travaillant dans l'unique optique d'effectuer cet échange, l'homme se trouve dans l'incapacité de déterminer lui même le niveau de ses besoins et celui de l'effort qu'il est prêt à fournir pour y répondre. Le système capitaliste, et la rationalité qui s'y rattache, semble écarter le concept de « suffisance » : ce concept est désormais en totale contradiction avec la quête sans cesse croissante du rendement maximum.

Enfin, pour Paul Ariès, partisans de la décroissance, et opposant farouche des économistes et du système capitaliste en général (relativement présent sur la scène médiatique), « l'effondrement environnemental n'est que la conséquence de l'effondrement symbolique et institutionnel de la société »⁷.....

2/Des théories de la décroissance aux programmes politiques ?

Il est vrai qu'à l'heure actuelle la concrétisation de ces théories dans de véritables programmes politiques n'est pas aisée. D'une part, parce que cela va totalement à l'encontre du modèle retenu par les sociétés industrielles qui sont fondées sur l'idée d'une croissance continue et même soutenue ; et d'autre part, parce que cela impliquerait de trouver une vision relativement uniforme des théories de la décroissance, et cela est pour l'instant loin d'être le cas.

Par ailleurs, la formulation même de « décroissance » semble difficilement transposable en politique publique. Elle dénote d'une certaine manière un manque de distinction entre les moyens proposés pour résoudre les problèmes et les véritables projets de sociétés. Il paraîtrait préférable de mieux différencier les procédés de « décroissance » des objectifs ou types de sociétés qu'elle cherche à promouvoir. Toutefois, même s'il y a des lignes directrices ou des points forts, comme ceux proposés par l'économiste sus évoqué Nicholas Georgescu-Roegen, l'une des caractéristiques essentielles des théories de la décroissance réside justement dans le fait de privilégier la diversité et la pluralité des options et donc d'éviter de proposer des schémas normatifs, afin de laisser chaque communauté élaborer son propre modèle de société.

Quelques grands principes peuvent toutefois être avancés, comme les huit « R » proposés, par l'économiste également sus évoqué, Serge Latouche : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler.

Ils peuvent se décliner de manière globale, ou en différenciant plus nettement les approches des Nord et des Suds, afin de mieux montrer que la réflexion sur les pays les plus consommateurs mérite d'être modulée (accentuation des

« redistribuer, réduire, et restituer »). Serge Latouche maintient toutefois une distance relative par rapport aux engagements politiques particuliers. Il s'est d'ailleurs opposé à la création du Parti pour la Décroissance, car il ne pense pas que la décroissance puisse être un programme en tant que tel, ni qu'elle justifie de créer un parti « ad hoc ». Néanmoins, il se réfère beaucoup au programme politique de T. Fotopoulos, dont l'inspiration est ouvertement celle du « socialisme antiautoritaire ».

Il se distingue ainsi pour beaucoup d'auteurs comme V. Cheynet (Annexes : N°9) et P. Ariès qui se définissent eux comme des « sociaux démocrates ». P. Ariès propose lui une stratégie à trois niveaux : la simplicité volontaire comme mise en œuvre de pratiques alternatives et « cure de désintoxication », les expérimentations locales qui permettent de se rassembler et de ne pas rester isolé et, enfin, le programme politique, présenté en priorité aux élections locales. Il propose la « gratuité pour les usages » et le « renchérissement des mésusages », ainsi les piscines particulières, transports privés polluants, etc. se verraient considérablement taxés alors que les piscines municipales, transports collectifs, etc.. seraient rendus gratuits.

V. Cheynet a eu l'occasion d'exposer précisément ses propositions lors de sa candidature aux législatives de 2007 dans le Rhône. Pour lui, un « programme de décroissance » pourrait passer notamment par, une relocalisation de l'économie fondée sur de petites entités, le démantèlement des multinationales, une sortie progressive de l'automobile, l'instauration d'un RMA (revenu maximum autorisé à hauteur de 4 fois le SMIC, préconisé aussi par P. Ariès), l'interdiction de posséder plus de deux logements...

Si les différentes approches de la décroissance peuvent donc se révéler d'une certaine façon extrêmement complémentaires elles semblent, du fait de leur manque d'homogénéité, peu adaptées à la création d'une véritable politique publique de la décroissance.

2^{ème} partie : Les implications concrètes des théories de la décroissance

Une fois abordé l'aspect purement théorique de la décroissance, il convient de l'étudier sur un plan pratique pour constater réellement quels sont les tenants et les aboutissants de ce type de pensée. De ce constat découle fatalement certaines limites.

A/ Les objectifs poursuivis par les théoriciens de la décroissance

Imaginer la « décroissance » dans notre société actuelle n'est pas évident. Elle semble à l'opposé de notre fonctionnement et habitudes sociétales. Certes, un

nombre de plus en plus important de chercheurs objecte qu'une croissance, même de seulement quelques pour-cent par an, correspond à une exponentielle et que ce serait donc impossible à réaliser à terme puisque cela voudrait dire que l'activité économique tendrait vers l'infini.. Malgré tout, plusieurs pistes sont envisagées par les théoriciens de la décroissance. Leur évaluation reste pour le moins aujourd'hui incertaine.

1/ L'effet débord : remède à l'effet rebond

L'amélioration de l'efficacité, en termes d'énergie ou de matière consommée par unité de production, représente une réussite technique majeure dans les pays de l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique). Toutefois, pour les théoriciens de la décroissance, les preuves s'accumulent attestant que ces améliorations seraient contrebalancées par un « effet rebond ». Aussi appelé «le paradoxe de Jevons » (Annexes : N°10), ce concept est défini comme une réduction des gains de l'efficacité, due à une réallocation des économies réalisées en vue d'une consommation accrue. Au XIX^e siècle, l'économiste William Jevons avait déjà remarqué que les améliorations techniques dans l'extraction et l'utilisation du charbon n'apportaient pas systématiquement une baisse des quantités extraites. Alors que les machines à vapeur ont vu leur efficacité augmenter d'un facteur 50 environ entre le début du XVIII^e siècle et 1900, l'extraction de charbon, bien loin de diminuer, a été multipliée par 2000 au cours de la même période – et avec elle les émissions polluantes de sa combustion. Cet effet étudie donc le résultat d'une amélioration d'efficacité de l'utilisation d'une ressource sur sa demande. Dès lors, si l'efficacité d'utilisation augmente d'1%, la consommation diminue dans une proportion bien moindre, et peut même augmenter dans certains cas. Pour certains auteurs, ces progrès technique, tout comme l'amélioration de la productivité, au lieu de diminuer la consommation de matières premières et d'énergie, conduirait au contraire à produire beaucoup plus, donc à consommer davantage.

Par ailleurs, il semble que ce soit l'amélioration de l'efficacité d'une technique qui réduise les coûts unitaires de production, et favorise ainsi la consommation du bien ou du service. D'un point de vue économique, la croissance de l'efficacité énergétique se traduit par une réduction des besoins en travail et en capital nécessaires à l'extraction et la transformation de la matière en énergie. Il y a donc localement décroissance physique (moins d'énergie consommée pour le même usage) et décroissance de valeur économique (moins cher). Cette dernière va autoriser la croissance de la consommation de la même marchandise (usages plus nombreux) ou d'une autre (« déplacement » de l'usage).

Pour certains auteurs, il existerait plusieurs types de « rebonds ». Tout d'abord, un effet rebond « direct » où le gain d'efficacité est utilisé pour consommer le même type de produit. Ainsi, une voiture qui consomme moins d'essence permet de rouler plus longtemps et plus loin pour le même coût. Ensuite, un effet rebond « secondaire » où le gain d'efficacité autorise la consommation de produits différents. De cette façon, les économies d'essence réalisées sur les trajets quotidiens permettent d'acheter un billet d'avion pour une destination lointaine. Enfin, l'effet rebond peut avoir un effet sur l'économie globale, voire des effets structurels de transformation. De ce fait, le développement de la voiture favorise les supermarchés face aux petits commerces, modifie l'urbanisme, le système des besoins.

Les objecteurs de croissance estiment cet « effet rebond » amène à considérer que dans une économie où la croissance et l'accumulation de valeur monétaire sont des objectifs intangibles (ce qui se traduit d'une façon plus générale comme une capacité à produire et consommer plus) il n'est donc pas possible de compter sur le progrès technique pour garantir à la fois la démocratie, une préservation de la nature et une hausse continue du revenu moyen par tête.

Cette vision des choses a été plus particulièrement développée par François Schneider⁸. Il introduit l'effet « débond » et indique que les gains de productivité doivent être investis en temps gagné pour des loisirs non « consommateurs » de ressources pour la planète et non pas réinvestis par effet rebond pour accélérer cette consommation. L'autoréduction du temps de travail, ou même le choix du travail à temps partiel, suite à une augmentation du revenu salarial seraient de ces actes volontaires qui correspondraient à l'effet débond souhaitait pas F. Schneider.

2/ La mise en œuvre de moyens d'action individuels et collectifs : véritables enjeux pour les objecteurs de croissance :

Les partisans de la décroissance soutenable proposent des démarches d'initiative individuelle, comme la simplicité volontaire et des démarches collectives de sensibilisation, comme par exemple au travers des conférences ou des marches. Cet intérêt porté par le mouvement en faveur de la décroissance à l'articulation de l'individuel et du collectif via la démarche de simplicité volontaire ou les manifestations publiques les amènent à trouver un certain écho dans les écrits de Gandhi et notamment sur sa réflexion sur la place de chacun dans la société.

***La simplicité volontaire :**

La préconisation de ce nouveau mode de vie serait le résultat d'une consommation accrue qui conduit inévitablement à des besoins financiers également accrus et donc à un surcroît de travail pour se les procurer. Cela générerait, à l'inverse, un

certain mal-être chez certaines personnes : manque de temps, santé détériorée, volonté sans cesse d'obtenir de l'argent, état de stress, etc.).

Pour beaucoup d'auteurs de la décroissance et tenants de la simplicité volontaire la société de consommation, consacre son temps à gagner toujours plus d'argent pour satisfaire des besoins matériels de plus en plus nombreux qui pourtant ne seront jamais satisfaits en raison de leur renouvellement incessant, d'autant que ces besoins sont incités par la publicité notamment. Dans cette perspective, la quête du bonheur par la consommation est donc une course sans fin dont ils préfèrent sortir.

*** La reconsidération collective du mode de développement actuel :**

Cette reconsidération pourrait s'effectuer notamment par le biais d'actions collectives et l'organisation d'événements comme « la journée sans achat » ou des « marches pour la décroissance ». Ainsi, en prônant la « lenteur » et la « convivialité » comme valeurs principales, les marcheurs de la décroissance parcourent les routes et tentent de transmettre une nouvelle vision de la société et de l'économie actuelle. Depuis 2005, plusieurs marches ont été réalisées. L'une d'elles, en date du 3 juillet 2005, rassemblant environ 500 personnes, dont José Bové, Albert Jacquard, Serge Latouche et François Shneider, avait pour but de demander la suppression du Grand Prix automobile de France de Formule 1, considéré comme symbole de la société de croissance et de gaspillage des ressources.

Ces manifestations permettent une fois encore, et comme cela a été évoqué précédemment, de considérer les théories de la décroissance non pas comme un projet politique dont l'objectif serait de bâtir une « société de décroissance » qui serait un renversement caricatural régi par le dogme d'une croissance négative mais plutôt comme une organisation dans laquelle le loisir serait privilégié au travail, la production négligée au profit des relations sociales et la consommation de produits jetables et nuisibles rendue superflue.

Cette reconsidération collective de notre mode de développement se manifesterait aussi dans des actions globales comme la relocalisation complète des activités économiques. On a pu voir ainsi apparaître parfois des initiatives locales s'inscrivant dans une démarche décroissante comme la création d'association pour le maintien d'une agriculture paysanne qui sont une alternative concrète à l'industrie agro-alimentaire et qui illustrent ce que Serge Latouche nomme la « sortie de l'économie »⁹, en l'occurrence la transformation du rapport client fournisseur en un lien relocalisé de coproduction et de cogestion.

B/Les limites :

Il n'est pas surprenant de constater que bien souvent les limites des théories de la décroissance sont mises en exergue par les défenseurs de la croissance économique eux même. Plusieurs aspects fondent ces critiques tenant à la fois à l'économie elle-même mais aussi, et de façon plus général sur l'aboutissement effectif de ces théories en termes sociétal et politique.

1/ Les critiques d'ordre général sur l'aboutissement des théories de la décroissance

Là encore, plusieurs thèses défavorables aux théories de la croissance sont avancées.

René Passet (Annexes : N° 11) a ainsi pu manifester son désaccord avec certains auteurs comme le scientifique (déjà largement évoqué) Georgescu-Roegen et son application de la loi de l'entropie. Selon lui, la terre n'étant pas un système isolé et le flux d'énergie solaire permettant en tout état de cause la reproduction et la complexification de la vie, la loi de l'entropie ne trouverait pas à s'appliquer à notre planète. En se réclamant de la notion de « destruction créatrice » de Schumpeter il estime qu'il est possible de contrebalancer les effets néfastes de la croissance économique tout en promouvant un « développement durable qui se définit moins par la durabilité des choses que par la reproduction des fonctions »¹⁰

Les objecteurs de croissance ont pu également être accusés de « Malthusianisme »¹¹. Les politiques actuelles s'accordant à dire que le progrès technique serait le seul susceptible de poursuivre la croissance indéfiniment, nier cette évidence a donc inévitablement conduit à de telles conclusions. Robert Solow (Annexes : N°12), prix Nobel d'économie, fait partie de ces théoriciens qui ont exprimé leur divergence de point de vue à l'égard de la décroissance. Pour lui, la question des limites à l'exploitation des ressources naturelles ne se pose tout simplement pas. Quand une ressource se fait plus rare, son prix augmente, ce qui tend à freiner la consommation de ladite ressource et favorise la rentabilité de dépenses d'investissement afin de découvrir des moyens qui permettront de substituer à la ressource abondante. Grâce à la technique et à la division marchande du travail, les ressources naturelles sont donc substituables entre elles : quand le pétrole s'épuise, le charbon prend le relais, les techniques efficaces se développent, et ainsi de suite dans tous les domaines. Dès lors, la croissance de la production et des revenus est sans limite. Pour lui, puisque les générations à venir seront plus riches, elles auront à leur disposition davantage de moyens techniques pour lutter contre les pollutions et la raréfaction des ressources. La détérioration de certaines ressources serait ainsi le prix à payer pour s'industrialiser et connaître ensuite une amélioration des conditions de vie.

Dans un registre peu éloigné, des auteurs comme J. P Fitoussi ou E. Laurent¹², ont pu faire valoir la possibilité d'un découplage entre la croissance « physique » (prélèvements et rejets de matières nécessaires à l'activité économique) et la croissance « économique » (croissance de la valeur monétaire des biens et services produits et consommés). Il serait ainsi concevable d'avoir davantage en prélevant et en polluant moins, en mobilisant par exemple le « savoir ». Ce découplage entre les deux notions (et qui aurait comme base le progrès technique) trouve application notamment dans le domaine automobile. L'industrie automobile vante régulièrement la diminution très importante, et effectivement réalisée, de la consommation d'essence de ses modèles récents par rapport aux modèles fabriqués 20 ou 30 ans plus tôt. Les voitures neuves sont incontestablement plus efficaces, elles consomment et polluent moins chaque kilomètre parcouru. De ce fait, si un peu de croissance « pollue » (du fait du passage obligé au stade industriel), beaucoup de croissance réduit la pollution grâce au basculement des économies dans l'ère « postindustrielle » et donc de l'efficacité énergétique. Cette démonstration est illustrée par la « courbe en cloche » de Simon Kuznets (Annexes : N°13), selon laquelle une fois franchi un certain seuil de développement économique, les impacts écologiques seraient déconnectés de la croissance du PIB. Ainsi, il semblerait que lorsque tous les peuples du monde auront franchi les différentes étapes du développement, l'ensemble du PIB mondial se sera plus composé que d'activités de services ou d'activités industrielles (dont l'agro-industrie) « propres » grâce à la croissance continue de l'efficacité économique. Comme avait pu ainsi le dire la Banque Mondiale dans un rapport en 1992 : « La croissance n'est pas le problème, c'est la solution ».

2/ Les critiques plus spécifiques en termes d'économie : l'impact de la décroissance et la récession

Pour les partisans de la croissance, la décroissance induit inévitablement récession, qui engendre elle-même le chômage, lequel entraîne avec lui inexorablement la misère. A terme, la décroissance impliquerait donc pour eux la fin de l'économie de marché.

La « récession », présentée dès lors comme première des conséquences de l'application des théories de la décroissance mérite quelques précisions. Elle renvoie à une phase particulière du cycle de court terme de la croissance économique. Elle peut se transformer toutefois en « dépression économique » lorsque la contraction de l'activité perdure dans le temps. Pour les objecteurs de croissance, il semblerait donc que la récession soit une aubaine. En effet, d'une certaine façon la contraction de l'activité provoquée par les dysfonctionnements majeurs de l'économie marchande permet de soulager, au moins à court terme, les

écosystèmes naturels (réduction des transports de marchandises et de voyageurs, arrêt de programmes immobiliers détruisant les terres arables...). Ces modifications montrent de façon radicale à quel point niveau d'activité économique et empreinte écologique sont fortement corrélés. On a pu constater que la crise financière de 2008 s'est ainsi accompagnée, et ce pour la première fois d'une diminution globale des émissions de CO₂. Malgré tout, en rester là serait manifestement insuffisant. Dans une société de croissance, la contraction du produit intérieur brut peut avoir des effets désastreux.

Tout d'abord, un tel cas de figure pourrait se révéler dangereux pour le financement d'activités de maintenance industrielle avec des conséquences écologiques relativement catastrophiques (exemple : les centrales nucléaires) et inciterait probablement les états à financer les activités économiques les plus discutables sur le plan écologique mais s'inscrivant inévitablement, au nom de priorités à court terme en matière de croissance économique et d'emploi, dans les trajectoires techniques traditionnelles (types : autoroutes « propres », voitures « propres », nucléaire « propre »). Les principes et préoccupations premières des objecteurs de croissance, que sont le respect des ressources naturelles et de l'environnement se trouvaient donc automatiquement battus en brèche.

Par ailleurs cette récession qui se poursuivrait par une hausse du chômage est fortement critiquée par plusieurs économistes. Cette crainte vis-à-vis de l'emploi et se formalise plus particulièrement dans ce que l'on appelle « l'effet de déversement ». Certains économistes mettent en avant cette notion pour expliquer les effets positifs de la croissance sur l'emploi. Que ce soit, pour Ricardo, avec « l'effet de compensation », ou Sauvy, « effet de déversement » en tant que tel, si le progrès technique peut détruire des emplois localement ou à court terme, la création de richesses supplémentaires qu'il génère garantit un effet net positif sur l'emploi à long terme. Ainsi, la modernisation économique et la croissance de la productivité des différents secteurs d'activité s'ils sont bien, à l'origine d'une réduction de l'emploi (par une baisse du temps de travail), c'est simplement parce que c'est l'effet recherché par les dirigeants de l'entreprise : de ce fait les coûts unitaires de chaque marchandise produite baissent, l'entreprise « gagne en compétitivité ». Cette baisse des prix des marchandises engendre également de nouvelles opportunités de croissance dans d'autres secteurs, d'où de nouveaux investissements productifs, à l'origine de nouvelles créations d'emplois qui viennent compenser des emplois perdus. Les emplois se sont « déversés d'un secteur à l'autre.

Conclusion :

Les théoriciens de la décroissance s'appuient donc sur différents constats pour appeler à la transformation des modes de consommation et de production. Le système économique capitaliste ne peut exister que par une utilisation massive des ressources naturelles, or l'épuisement des stocks (comme les énergies fossiles) est inéluctable à courte ou moyenne échéance. De même le fait que la multiplication des biens marchands ne se ferait qu'au détriment, tant de la justice sociale, entre le Nord et le Sud, que de la dégradation des richesses est un argument récurrent chez les objecteurs de croissance. La recherche sans cesse croissante de profit, la société de consommation, l'exploitation démesurée des ressources naturelles sont autant de réalités contre lesquelles les partisans de la « simplicité » se battent.

Comme nous avons pu le constater, le mot « décroissance » est revendiqué par des courants de pensée relativement anciens et n'a cessé d'être soumis à de multiples évolutions théoriques. La pluralité des sources explique qu'il existe des tensions et des incompréhensions entre et même, surtout, au sein de ces approches. Ces désaccords se manifestent aussi bien au niveau des démarches que des stratégies à mettre en place concrètement. Evidemment, ces distorsions n'ont rien de surprenant lorsque l'on pense aux changements considérables qu'induit l'application des théories de la décroissance. Si l'on mettait de façon effective le fameux « consommer moins pour vivre mieux », c'est le cœur du mode de vie marchand-industriel qui serait touché et appellerait une révolution sans précédent.

La vigueur des débats, est liée aussi à la reprise des questionnements relatifs à l'autonomie de la société vis-à-vis de l'Etat. Cela tranche relativement avec les alternatives éculées de « relance par l'investissement ou la consommation » de « taxe carbone ou de permis d'émission » en conformité avec une vision gestionnaire et donc favorable au maintien d'une certaine domination du discours économique. Finalement la nouveauté des théories de la décroissance est surtout d'alerter sur la grande fragilisation des cultures et pratiques populaires fondées sur l'autolimitation des besoins, garantes pendant des siècles d'une certaine autonomie par rapport à l'Etat et aux macro-systèmes techniques.

Notes :

¹ Traduit en France par le titre « Halte à la croissance »

² Extrait de « *Principles of political Economy* », university of Toronto Press, Routledge and Kegan Paul, 1965, p. 754 R. Dehem, Histoire de la pensée économique, Dunod-Presses de l'université de Laval, Québec, 1984, p. 218

³ Extrait de « *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* » Essais de persuasion, Gallimard, Paris, 1931, p.6

⁴ Extrait de « *Deuxième Traité du gouvernement civil* » 1690, Vrin, Paris, 1985, Chapitre V

⁵ Extrait de « *Demain la décroissance* », page 106

⁶ Extrait « *Le pari de la décroissance* » Fayard, 2006, p. 49

⁷ Paul Ariès 2005 *Décroissance en Barbarie* Villeurbanne ed. golias

⁸ «*Macroscopic rebound effects as argument for economic degrowth*» in F. FLIPO et F. SCHNEIDER (dir.), *Proceedings of the First degrowth Conference for Ecological Sustainability and Social Equity*

⁹ Serge Latouche, *Politis*, le 9 janvier 2003, article intitulé « *Sortir de l'économie* »

¹⁰ Jean-Marie Harribey « *Les théories de la décroissance : enjeux et limites* » Cahiers français, Développement et environnement » n°337, mars-avril 2007, p. 20-26

¹¹ Le « malthusianisme » doit son origine au pasteur Thomas Malthus (1766-1834) pour qui guerre, maladie et famine constituaient des solutions à la raréfaction croissante des ressources.

¹² J. P Fitoussi et E. Laurent, « *La nouvelle Ecologie politique* »

Bibliographie :

OUVRAGES :

-« **La décroissance économique** », *Pour la soutenabilité écologique et l'équité sociale*, sous la direction de Baptiste Mylondo pour Recherche et Décroissance 2009.

-« **Le bluff technologique** », Jacques Ellul, Editions Hachette, Paris, 1988.

-« **Demain la décroissance** » Entropie Ecologie Economie, Nicholas Georgescu-Roegen traduit par Jacques Grinevald et Ivo Rens, la pensée écologique, Edition Sang de la Terre 2006

-« **La décroissance** », *10 questions pour comprendre et en débattre*, Denis Bayon, Fabrice Flipo, François Schneider 2010.

-« **La ligne d'horizon : essai sur l'après développement** » François Partant, La découverte 1988-2007 Paris.

-« **L'économie et le vivant** » René Passet Editions Economica, Paris, 1996.

-« **Justice sans limites** » *le défi de l'éthique dans une économie mondialisée*, Serge Latouche 2003.

-« **Le pari de la décroissance** » Serge Latouche 2006.

-« **La décroissance : rejet ou projets ?** » Frédéric Durand Transversale Débats, 2008

-« **La grande désillusion** » Joseph Stiglitz, Editions fayard Paris 2002

ARTICLES :

-« *Les théories de la décroissance : enjeux et limites* », Jean-Marie Harribey, Cahiers français. Développement et environnement N°337 mars-avril 2007, P 20-26.

-« *Silence* », Vincent Cheynet et Bruno Clementin, Revue écologiste, N° 280 et 281, 2002.

SITES :

www.ladecroissance.net

www.ladecroissance.info

www.ladecroissance.org

ANNEXES :

1/ David Ricardo (1772-1823)

Il fut considéré comme l'un des économistes les plus influents de l'école classique. Ricardo défend le marché, le libre-échange et la non-intervention de l'État dans l'économie. Pour lui, l'économie est condamnée à devenir stationnaire, car la production bute sur la capacité de production de la Terre. Il est connu pour trois thèses principales : la théorie de la valeur, l'analyse de la rente de la terre (avec les rendements décroissants) et enfin la loi des avantages comparatifs. Son œuvre principale est « Des principes de l'économie politique et de l'impôt » publié en 1817.

2/John Stuart Mill, (1806 – 1873) :

Économiste, il est l'un des disciples de David Ricardo. Il publie en 1848, « Principes d'économie politique », considéré comme la synthèse de la pensée économique classique. Il est aussi un philosophe réformateur défendant des idées audacieuses (socialiste, féministe) inscrites dans une perspective fondamentalement utilitariste (« L'utilitarisme », 1861). Mill représente en fait plusieurs courants de pensée : la pensée libérale, l'utilitarisme, l'attraction vers le socialisme utopique.

3/John Maynard Keynes (1883-1946) :

Il n'est pas un opposant radical du marché, dans le sens où il ne cherche pas à le remplacer par un nouveau système, mais il estime qu'une régulation spontanée de l'économie par le mécanisme de marché n'est pas possible. Pour lui, l'État doit intervenir. Son approche des problèmes est macro-économique est en opposition à celle des libéraux (en terme micro-économique). Il établit son analyse en termes de circuits économiques. Son ouvrage de référence est « La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » en 1936.

4/Jacques Ellul (1912-1994) :

Il est historien de formation, sociologue par vocation et chrétien de conviction. Jacques Ellul n'a jamais manqué de dénoncer l'emprise croissante de l'économique sur la condition de l'homme moderne et a toujours conservé l'espoir d'inverser la tendance en plaçant l'économie au service de l'homme.

5/Serge Latouche né en 1940 :

Serge Latouche, économiste français, est l'un des « contributeurs historiques » de La Revue du MAUSS (mouvement anti-utilitaire en sciences sociales), professeur à la faculté de droit, économie et gestion Jean Monnet (Sceaux) de l'Université Paris-Sud 11. Il est directeur du Groupe de recherche en anthropologie, épistémologie et économie de la pauvreté (GRAEEP). Il a beaucoup été influencé par les travaux de François Partant, Serge Latouche est membre fondateur et ancien président de l'association La ligne d'horizon, dont l'objectif est de poursuivre la réflexion que François Partant a exprimée dans ses livres et dans ses articles. Il reste l'un des plus célèbres penseurs de la décroissance. Il est à l'origine notamment d'œuvres relatives à la décroissance comme : « Décoloniser l'imaginaire : La Pensée créative contre l'économie de l'absurde » en 2003, « Le pari de la décroissance », en 2006, et « Petit traité de la décroissance sereine » en 2007.

6/Paul Ariès né en 1959 :

Paul Ariès est un politologue et écrivain contemporain français, spécialiste de phénomènes comme la malbouffe, les sectes, ou la pédophilie, qu'il lie à la mondialisation, et « intellectuel de référence » du courant de la décroissance. Il définit la décroissance comme un « mot-obus ». Il est à l'origine d'ouvrages comme « Putain de ta marque » en 2003, « Décroissance ou barbarie » en 2005, ou encore « Le Mésusage, essai sur l'hypercapitalisme » en 2007.

7/André Gorz (1923-2007) :

Il est l'un des principaux théoriciens français de l'écologie politique. Penseur de la décroissance, Gorz considérait la sobriété, également appelée simplicité volontaire, comme une nécessité pour lutter contre la misère. L'énergie étant limitée, la surconsommation des uns condamne les autres à la misère. En assurant à chacun l'accès à l'énergie qui lui est nécessaire, le principe de sobriété énergétique empêche, selon lui, les surconsommations injustes et polluantes. Il a écrit notamment, « *Écologie et politique* » en 1975, « *Écologie et liberté* » en 1977, « *Misères du présent, richesse du possible* » en 1997.

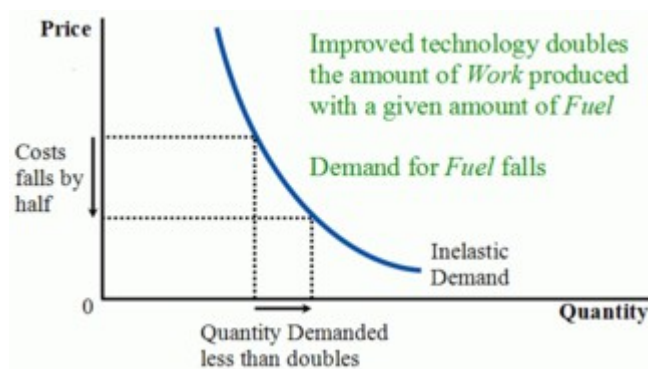
8/ Ivan Illich (1926-2002) :

Economiste allemand, c'est un penseur de l'écologie politique et une figure importante de la critique de la société industrielle. On peut le considérer, à l'instar de Jacques Ellul, comme l'un des principaux inspirateurs des concepts d'« après-développement » de « simplicité volontaire » et plus récemment de « décroissance soutenable ». Son ouvrage majeur en matière de décroissance est sûrement « *La convivialité* » en 1973.

9/Vincent Cheynet né en 1966 :

Désormais considéré comme l'un des penseurs, activiste, du mouvement de la décroissance. Parallèlement à des engagements associatifs et politiques, il a été pendant une dizaine d'années directeur artistique dans une multinationale de la publicité avant de se retourner contre son ancien métier. En 1999, il fonde l'association et la revue « *Casseurs de pub* ». En 2003, il crée le journal *La Décroissance*, le journal de la joie de vivre, un mensuel dont il est le rédacteur en chef. Il a écrit « *Le choc de la décroissance* » en 2008 et codirigé « *Objectif décroissance* » avec Michel Bernard et Bruno Clémentin, en 2003.

10/Paradoxe de Jevons :



11/René Passet né en 1926 :

Economiste français, spécialiste du développement. Professeur émérite à la Sorbonne, il fut le premier président du conseil scientifique d'ATTAC. Il compte parmi les membres fondateurs du Collegium international éthique, politique et scientifique, association qui souhaite apporter « des réponses intelligentes et appropriées qu'attendent les peuples du monde face aux nouveaux défis de notre temps ». Il a notamment écrit « *L'économie et le vivant* » en 1979.

12/ Robert Solow né en 1924 :

C'est un économiste américain, surtout connu pour sa théorie sur la croissance économique : le modèle de Solow. C'est donc l'un des principaux opposants au mouvement des décroissants. Il reçut en 1987 le « prix Nobel » d'économie. L'intérêt du modèle de Solow est de mettre en avant le rôle crucial du progrès technique dans la croissance économique. Selon ce modèle, le développement économique s'explique par trois paramètres : les deux premiers sont l'accroissement des deux principaux facteurs de production – à savoir le capital (au sens d'investissement) et le travail (quantité de main d'œuvre), et le

troisième le progrès technologique. Il écrit notamment « Growth Theory: An Exposition », en 2000.

13/Courbe en cloche de Simon Kuznets :

Bienvenue dans le monde des cygnes noirs

[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 08 juillet 2015

Bien que tous ces gens trop occupés à peupler la salle d'attente des salons de tatouage ne s'en soient certes pas rendu compte, le monde qui nous entoure n'est aujourd'hui plus sans rappeler la grande guerre. Exception faite que le conflit international qui a lieu actuellement n'est pas mené à coups de troupes et de chars, mais de taux d'intérêt et d'échéanciers de remboursement. L'Allemagne lambine en réponse au gant jeté dimanche par le « Non » grec. La stratégie immédiate de l'Allemagne est, semble-t-il, de mettre en place une bonne vieille *todesfurcht* teutonique – laisser les Grecs mijoter dans leur jus pendant quelques jours, le temps que les déposants retirent leur argent des banques et que les étalages des magasins de quartier se vident. Et puis quoi ?

Personne ne le sait. Et tout pourra arriver.

Il est une chose que nous devrions savoir : les deux camps se battent contre la réalité. Les Allemands continuent sottement d'insister pour que les Grecs respectent leurs engagements. Dans ce cas précis, les Allemands pissent contre le vent, une entreprise quelque peu dangereuse pour une nation de buveurs de bière. Les Grecs s'entêtent à vivre une vie industrielle luxueuse digne du XXe siècle, et à disposer d'un accès quotidien à l'électricité, à des produits alimentaires abordables, des emplois de bureaux bien rémunérés, une retraite précoce et beaucoup d'argent de poche. En matière de confort, ils auront de la chance s'ils parviennent à ne retomber que jusqu'aux années 1800.

Les Grecs ne s'en rendent peut-être pas compte, mais ils sont en proue d'un mouvement qui déchire les nations techno-industrielles et les portera vers des arrangements plus anciens, plus locaux et bien plus simples. L'euro représente au contraire une tendance déjà terminée : centralisation et grandeur. Les questions à se poser aujourd'hui sont de savoir si la centralisation aura encore assez de force pour supporter la phase de transition à venir, combien de temps elle prendra, et le degré de chaos qui en naîtra.

Les affaires internationales souffrent de complexité excessive terminale. Pour compliquer davantage la situation, cette complexité tardive opère au service des fraudes comptables, de quelque sorte qu'elles soient. Le système bancaire mondial

est englué dans le monde irréel des engagements intenable, des bilans trop cuisinés, des routines de bonneteau, des manipulations de taux d'intérêt, des arbitrages secrets et des traficotages des marchés monétaires, truffé de diverses arnaques et escroqueries, au point que tous les auditeurs du monde ne pourraient jamais déterminer avec cohérence ce qui a décimé notre univers (et nos univers parallèles). Vous souvenez-vous de la gestion de capital sur le long terme ? C'est exactement là ce qu'est devenu notre monde.

En cas de complexité insoutenable, les événements tendent à se succéder rapidement, et avec fureur. C'est exactement la raison pour laquelle avalanches et tremblements de terre se produisent souvent simultanément et ne s'étendent pas sur une période de six semaines. La scène financière globale n'est pas si différente. Elle n'est qu'une matrice de relations mutuelles susceptibles d'imploser si quelques membres se trouvent affaiblis.

S'il est une question à laquelle il est bon de réfléchir, c'est de savoir si l'implosion n'a pas déjà lieu dans l'économie réelle, et si tout ne nous apparaît encore intact qu'en raison du voile d'illusion qui recouvre la surface. C'est très certainement ce qui semble être le cas aux Etats-Unis, où l'économie s'est déjà écroulée et n'est plus aujourd'hui qu'un tas de gravats d'emplois à temps partiel, de défauts de prêts étudiants, de prêts immobiliers en péril et de fonds de pension gémissants – sans oublier une motorisation de masse inutile et incessante.

Même en Euroland, le « Non » grec implique que toutes les autres nations souveraines qui nagent actuellement dans la vase financière demanderont elles aussi une réduction du poids de leur dette (et une douche désinfectante). L'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, et même la France, ne pourront jamais rembourser leur dette. Leurs citoyens sont eux-aussi menacés de contrôles monétaires, et ont le potentiel d'agir à la manière des Grecs. Notez que nous n'avons pas entendu grand-chose de la bouche de leurs dirigeants et ministres des finances ces dernières semaines. Ils se tiennent tous sur le banc de touche, trop occupés à regarder les Grecs passer à l'essoreuse – mais soyez certains qu'ils établissent aussi leurs propres plans.

L'échec de l'expérience européenne s'avérera extrêmement démoralisante pour les citoyens optimistes de ce continent, qui ont émergé du bain de sang du début du XXe siècle pour faire de l'Europe le parc d'attraction touristique le plus paisible au monde. Je ne dis pas qu'ils devront de nouveau s'opposer les uns aux autres sur des champs de bataille armés jusqu'aux dents d'objets capables de faire exploser et de détruire la chair humaine, mais ils devront sans doute, s'ils cherchent à demeurer civilisés, décentraliser et remodeler un mode de vie plus simple et sur

une échelle plus locale.

La même chose aura lieu partout. Les Japonais seront les prochains, cela va sans dire, mais ils pourraient aussi être les plus chanceux, puisqu'ils ont pour beaucoup encore en mémoire ce à quoi pourrait ressembler ce mode de vie : le shogunat de Tokugawa (période Edo, 1600-1853), économie préindustrielle et culture susceptible d'avoir persisté indéfiniment si le commodore Perry n'était pas venu frapper à leur porte, pour ainsi dire, avec ses « navires noirs ».

L'Ukraine a déjà parcouru la moitié de son chemin de retour vers l'ère médiévale, et devrait aller plus loin encore. Les P(F)IIGS ne disposent pas des ressources énergétiques nécessaires à la poursuite de la modernité, et ne pourraient pas s'en sortir même si le système bancaire était encore en état ; sans oublier qu'ils font face au problème ethno-démographique qu'est la « musulmanisation » - et les flottilles de clandestins désespérés qui arrivent chaque jour par la mer.

Amérique, estimes-toi heureuse. Les tatouages, l'obésité, la drogue et la fainéantise ne sont que des choix comportementaux. Nul besoin d'un ministre des finances ou d'un banquier central pour y répondre.

Les cours du pétrole rechutent nettement

Xavier Bargaue , Boursorama le 07/07/2015 à 16:09

[Cet article vient en appui au suivant de Matthieu Auzanneau.]



Le pétrole accuse une nouvelle série noire sur les marchés depuis quelques jours.

Depuis quelques séances, les cours du pétrole ont reflué de 10 à 15%. La raison : de nouvelles craintes sur la Chine, tandis que les stocks américains progressent de nouveau. La stabilité de l'or noir observée au cours des derniers mois est remise en cause.

En quelques jours, les prix du pétrole sont revenus proches de leurs points bas du début d'année. Mardi 7 juillet un peu avant 16h, le baril de pétrole [WTI](#) (américain) s'échangeait à 51 dollars, alors que ce même baril s'échangeait encore à environ 60 dollars le 30 juin dernier. Le [Brent](#) européen s'échangeait quant à lui

à 56 dollars mardi, contre environ 64 dollars au 30 juin.

Sources d'incertitudes : Chine et Iran

Parmi les sources d'inquiétude sur ce dossier : la Chine. Les interrogations sur la Chine, au cours des derniers jours, ne concernent pas tant le très progressif ralentissement de la croissance du pays, mais plutôt [l'important krach boursier qui se poursuit depuis le 15 juin](#). Mardi, la Bourse de Shanghai a encore perdu 1,29%, accusant une chute d'environ 30% en un peu plus de trois semaines. La Bourse de Shenzhen connaît une pente encore plus raide, avec une baisse de 5,34% mardi, accusant une baisse de 38% depuis le 12 juin.

Les Echos précisaient mardi matin : « Les interrogations sur le ralentissement de l'appétit de la Chine ne sont pas les seules à peser sur les marchés pétroliers. Ces derniers regardent aussi les réserves s'accumuler aux Etats-Unis et encore davantage les négociations en cours entre l'Iran, quatrième plus gros producteur de l'Opep, et les Occidentaux. Téhéran a estimé que le pays pourrait doubler ses exportations de brut en six mois si les sanctions étaient levées ».

D'autres matières premières affectées

Cette nouvelle baisse du pétrole vient comme une réminiscence de la chute des cours survenue d'août 2014 à janvier 2015. Au cours de cette période, le baril WTI était passé de 100 à 45 dollars, déstabilisant au passage les pays producteurs d'or noir, notamment la Russie, le Venezuela et l'Iran.

Après ce « krach pétrolier » survenu en fin d'année dernière, les prix avaient rebondi avant de se stabiliser en mai-juin autour de 60 dollars pour le WTI, et de 65 dollars pour le Brent.

La baisse de ces derniers jours s'est également observée sur d'autres matières premières. Tel est notamment le cas pour le fer, passé de 60 à 52 dollars la tonne depuis le début du mois de juillet. Le prix du cuivre a également baissé dans des proportions plus modestes, passant de 5.750 à environ 5.500 dollars la tonne.

Les investisseurs, déjà très occupés par la crise grecque, garderont ainsi un œil sur l'évolution du cours de ces matières premières au cours des prochains jours.

[La planète pétrole s'enfonce dans la crise. So what ?](#)

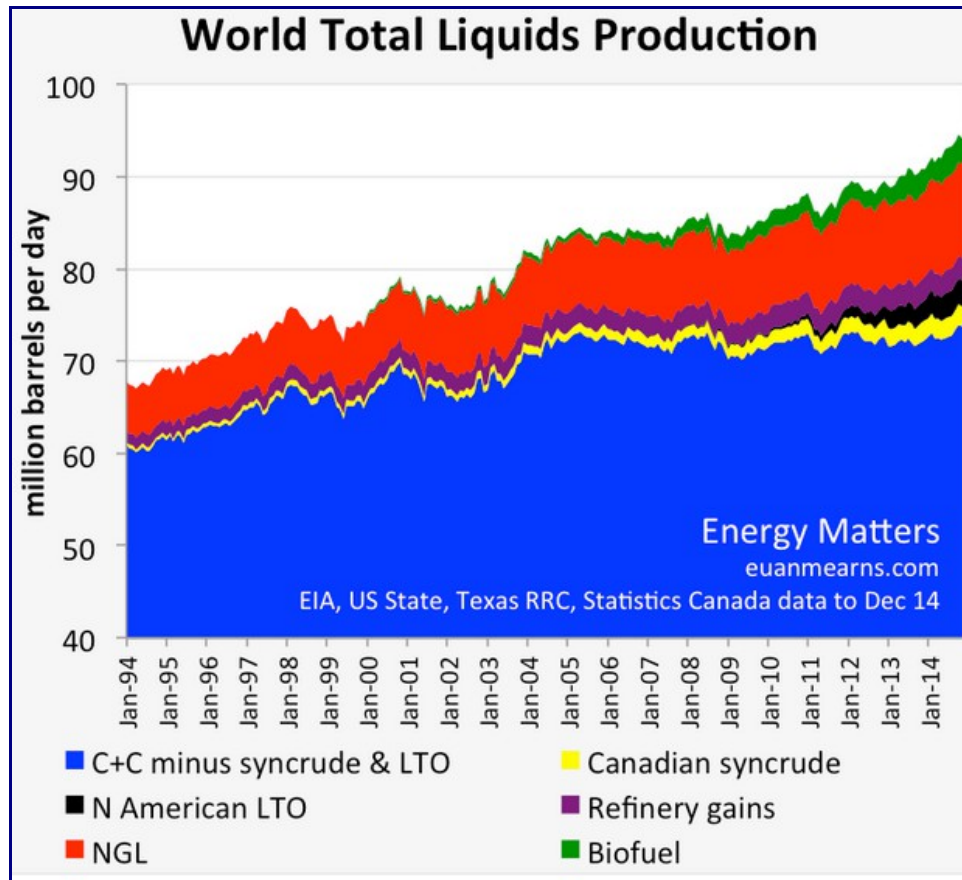
[07 juillet 2015, par Matthieu Auzanneau](#)

Autant pour moi. J'ai fait état [dans un précédent article](#) d'une chute de la production pétrolière aux Etats-Unis en début d'année. Les extractions américaines

sont entre-temps reparties à la hausse, atteignant 9,7 millions de barils par jour (Mb/j) au mois d'avril, d'après les dernières données mensuelles fournies par l'administration Obama.

Dopée depuis près de cinq ans par le boom du pétrole de schiste, la production américaine d'or noir frôle de plus en plus le record établi lors du pic historique de production de 1970. Le rythme de croissance de la production marque cependant nettement le pas, souligne l'agence Reuters, estimant qu'un tel ralentissement pourrait annoncer l'approche d'un plateau.

La résilience du boom du pétrole de schiste face à la chute des cours du baril concentre beaucoup d'attention : sans ce "*shale oil*", qui constitue la plus prometteuse des nouvelles sources de pétroles non-conventionnels, la croissance de la production mondiale d'or noir – nécessaire jusqu'ici à la croissance de l'économie mondiale – serait stoppée :



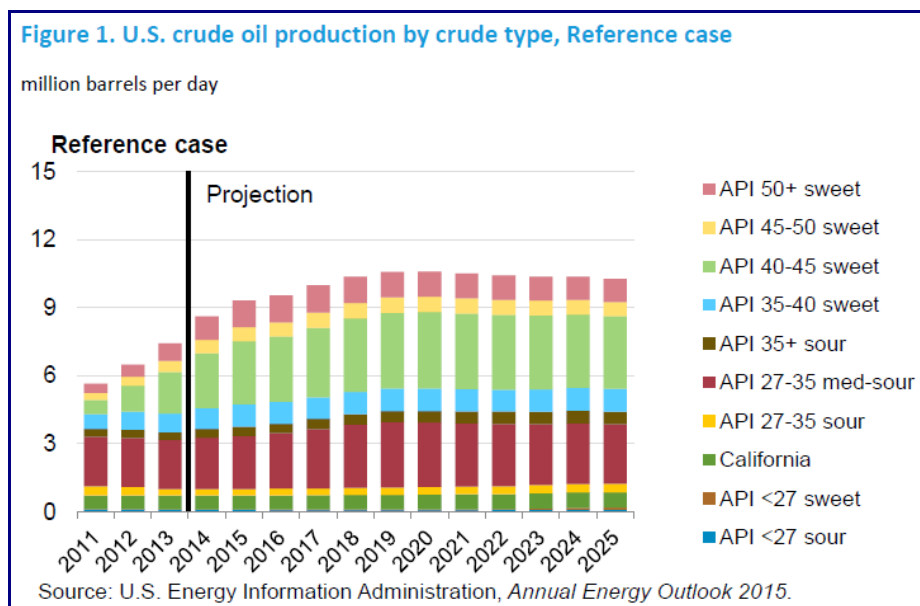
Production mondiale de carburants liquides en fonction de la nature de la source, reconstituée par Euan Mearns (<http://euanmearns.com/>) à partir des sources citées sur le graphe. La production "C+C" correspond à la production de pétrole conventionnelle et de condensats. Elle stagne grosso modo depuis 2005, en dépit de période de prix durablement élevés, et d'une résurgence notable au cours de

l'année 2014.

Parmi les Etats dans lesquels s'est jusqu'ici concentré le boom du pétrole "de schiste" (ou de roche mère à proprement parler), seul le Texas voit ses extractions poursuivre leur progression. Dans le Dakota du Nord, second épicentre, la production est en décline sensible depuis un pic franchi en décembre 2014 ; elle était revenue en avril à son niveau de septembre 2014, lorsque s'amorçait l'effondrement des cours de l'or noir.

Dans l'Ouest du Texas, le bassin sédimentaire appelé "Permien" bénéficie de la plus importante marge de progression future pour la production du pétrole de schiste, selon le département de l'énergie américain. Dans l'Est du Texas, le bassin d'Eagle Ford se trouve très proche de ses limites géologiques d'extraction, et devrait entrer en déclin avant la fin de la décennie, toujours d'après les experts de Washington.

La production américaine totale de pétrole aux Etats-Unis devrait plafonner et s'effriter légèrement avant 2020, selon un scénario médian que les spécialistes du pétrole au sein de l'administration Obama assument depuis plusieurs années, et qu'ils ont confirmé une nouvelle fois en 2015 :



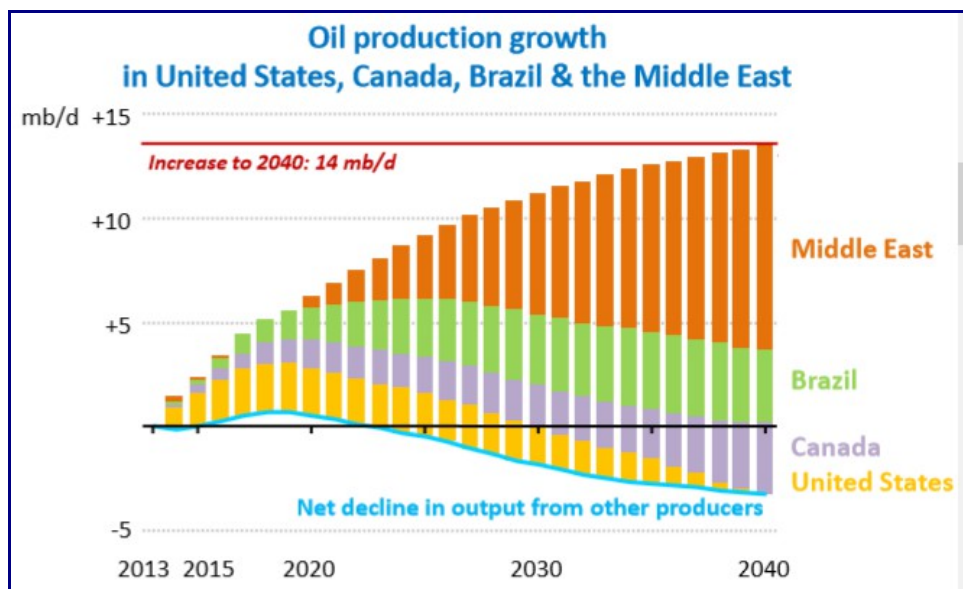
La production américaine se trouverait déjà toute proche d'un maximum, si les cours du brut devaient rester durablement bas, pronostique encore le département de l'énergie.

Le PDG de la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell estime que grâce aux efforts consentis pour compresser les coûts, les extractions de pétrole de schiste devraient continuer à se maintenir encore "pendant quelque temps" au niveau actuel, jusqu'à ce que "les zones les plus propices à la production [les "sweet

spots"] *commencent à s'épuiser*".

Les compagnies pétrolières indépendantes responsables du boom du pétrole de schiste éprouvent depuis plusieurs semaines de sévères difficultés à se refinancer, constate le *Financial Times*, tandis que *The Economist* insiste sur l'état "épouvantable" de leurs comptes. Ces compagnies ont financé leur développement grâce à un recours massif à l'endettement, permis par la politique monétaire très accommodante de la banque centrale des Etats-Unis depuis la crise de 2008.

D'ici à 2020, en dehors des pétroles de schiste aux Etats-Unis, seuls les sables bitumineux du **Canada** et le pétrole *offshore* ultra-profond au large du **Brésil** seront en mesure de compenser le déclin de nombre de zones pétrolifères conventionnelles anciennes, souligne l'Agence internationale de l'énergie. Après 2020, c'est au seul Moyen-Orient, et avant tout au très instable **Irak**, que reviendra la position clef de voûte dans le système énergétique global (tel que celui-ci demeure, en tout cas) :



Croissance attendue de la production mondiale de brut, Agence internationale de l'énergie, décembre 2014.

Au Canada, le temps est aux vaches maigres pour les exploitants des sables bitumineux de l'Alberta, rapporte le *Financial Times* : aucun nouveau projet nécessaire afin de continuer à accroître la production ne saurait être financé en-dessous de 100 dollars le baril.

Au Brésil, la compagnie nationale Petrobras vient d'annoncer une profonde révision à la baisse de ses objectifs de production pour 2020, passant de 4,2 Mb/j à seulement 2,8 Mb/j. Petrobras, responsable de l'essentiel des extractions de brut du pays, est empêtrée dans un vaste scandale de corruption. Mais elle peine

aussi, depuis l'effondrement des cours du baril, à disposer des capitaux nécessaires pour financer le développement terriblement coûteux de l'exploitation des nouveaux champs *offshore* ultra-profonds.

En Irak, suite à la chute des cours du brut, Bagdad a demandé aux compagnies pétrolières de réduire leurs dépenses de développement de la production, [a révélé en mars l'agence Reuters](#). Suite à ces réductions d'investissements, diverses sources au sein des compagnies actives en Irak [font désormais savoir à Reuters](#) qu'il leur sera très difficile d'accroître les extractions afin de passer de 3,5 Mb/j cette année aux 5,5 à 6 Mb/j qu'escompte le gouvernement irakien pour 2020.

Signe évident que l'industrie pétrolière s'enfonce dans une crise sévère, les compagnies de services pétroliers, directement tributaires des investissements des entreprises qui pompent le brut, enchaînent les annonces de plans d'économies drastiques. Dernière en date, après notamment Schlumberger, Baker Hughes et Vallourec, Technip a fait savoir le 6 juillet qu'elle s'apprête à supprimer 6 000 postes, soit rien de moins que 16 % de ses effectifs mondiaux.

Côté demande, la croissance de la consommation mondiale de pétrole, repartie en flèche au cours du premier semestre 2015 à la faveur de la chute des cours du brut, pourrait bien être sur le point de marquer le pas, [a estimé début juin l'Agence internationale de l'énergie](#).

En Chine, les violents cahots que subit le moteur de l'économie mondiale (explosion de bulles spéculatives, baisses des taux de la banque centrale afin de soutenir l'activité) entraînent depuis près d'un mois des chutes très nettes des cours des grands métaux industriels ainsi que du pétrole. Ed Morse, star de l'analyse des marchés des matières premières œuvrant pour la banque Citigroup, estime que la demande chinoise sera *"considérablement plus faible à l'avenir que ce qui est anticipé par le consensus"*, [relatent Les Echos](#).

Après être remonté au-dessus des 60 dollars à la fin du printemps, le cours du baril de Brent a doucement glissé en juin, et chute franchement en ce début de mois de juillet. Il se situait autour de 56 dollars le 7 juillet.

Autour du golfe Arabo-Persique, les maîtres de l'or noir, détenteurs des réserves ultimes de pétrole "facile" et bon marché, continuent d'arbitrer le jeu de massacre.

L'Arabie Saoudite paraît déterminée à garder ses vannes ouvertes à fond, tandis que l'Iran espère pouvoir très vite les ouvrir de même (dans l'hypothèse toujours incertaine d'un aboutissement favorable des négociations sur le nucléaire et d'une levée rapide des sanctions économiques occidentales).

Disposant d'un marché asiatique [largement \(et périlleusement\) captif](#), auquel ils

peuvent vendre leur brut relativement plus cher, les puissances pétrolières du Moyen-Orient apparaissent toujours en mesure de rompre les reins des producteurs des pétroles non-conventionnels et extrêmes ayant émergé durant les dix dernières années.

"Si les investissements continuent à être insuffisants, les pétroles non-conventionnels pourraient s'effacer au cours de la prochaine décennie", s'est inquiétée une influente responsable du Conseil mondial de l'énergie, Joan MacNaughton, lors d'une récente conférence sur la géopolitique de l'énergie à Bruxelles.

Les pays du golfe Persique sont-ils eux-mêmes en mesure de maintenir les investissements nécessaires au maintien ou à l'accroissement leurs capacités d'extraction ?

Pour l'Irak l'équation, on l'a vu, reste des plus compliquées tant que les cours du brut ne remontent pas.

En Iran, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a prévenu à plusieurs reprises que la baisse de la production provoquée par les sanctions économiques risque de se transformer en une baisse des capacités physiques d'extraction, faute d'investissements adéquats dans la maintenance de champs d'hydrocarbures souvent aussi complexes qu'anciens.

Le Koweït manque lui aussi d'investissements pour maintenir durablement ses capacités de production, répète depuis plusieurs années l'AIE.

En Arabie Saoudite, l'accroissement très marqué des activités de forage depuis 2011, en dépit d'une volonté ancienne de s'en tenir à une gestion relativement conservatrice des réserves d'or noir, ne peut manquer de susciter des interrogations sur la capacité du royaume à maintenir ses capacités d'exportation à moyen et long terme.

Les cours du brut peuvent-ils bientôt remonter, compte tenu :

- *d'une part*, d'un marché pétrolier paraissant devoir pour l'heure rester d'autant plus surapprovisionné que les signes avant-coureurs d'un fléchissement de la croissance chinoise (et par là de l'économie mondiale) se multiplient ;
- *d'autre part*, d'une capacité à investir de l'industrie pétrolière radicalement sapée par la baisse des cours, et qui risque d'entraîner à une échéance incertaine l'effet contra-cyclique d'un fléchissement des capacités mondiales d'extraction de l'or noir ?

Autour de cette question délicate s'emboîtent, comme en une poupée gigogne,

deux problèmes plus vastes que je me contenterai de présenter de mon mieux dans un prochain *post* :

- si elles adviennent, les limites à la croissance dans un monde fini ne risquent-ils pas de se manifester (contrairement à l'intuition générale) par des prix et une demande faibles [*] ?
- quel est la nature du lien entre énergie et croissance économique ?

[*] Certains des lecteurs les plus passionnés par les enjeux explorés ici reconnaîtront l'hypothèse formulée à plusieurs reprises au cours des derniers mois sur [son blog](#) par l'excellente Gail Tverberg.

Plongeon des bourses chinoises, forçant de nouvelles mesures d'urgence

Romandie.com et AFP (©AFP / 08 juillet 2015 04h34)

Shanghai - La Bourse de Shanghai a plongé mercredi de 6,97% à l'ouverture dans un climat de panique générale, imposant un élargissement de la suspension des cotations à 1.200 titres des places chinoises.

Dans les premiers échanges, l'indice composite shanghaien cédait 259,72 points, à 3.467,40 points. La Bourse de Shenzhen a également ouvert en forte baisse, de 4,07%, à 1.854,22 points.

En milieu de matinée, Shanghai limitait ses pertes avec un recul de 4,5%.

Le courtage des actions est interrompu pour 1.249 titres des bourses de Shanghai et de Shenzhen, soit 43% des sociétés cotées et environ un tiers de la capitalisation du marché, a précisé l'agence Bloomberg.

Shanghai a donc accéléré mercredi sa dégringolade de plus de 30% en trois semaines, et ce malgré les diverses mesures d'urgence prises par les autorités pour enrayer la débâcle.

Le gouvernement a donc annoncé mercredi de nouvelles mesures, autorisant notamment les compagnies d'assurance à investir jusqu'à 10% de leurs fonds dans une valeur boursière (contre 5% auparavant).

L'agence Chine nouvelle a également assuré que les courtiers allaient acheter

davantage d'actions émises par des petites et moyennes entreprises.

Les 21 principales sociétés de courtage chinoises avaient déjà promis samedi qu'elles allaient investir plus de 19 milliards de dollars dans des produits financiers boursiers.

Le gouvernement avait lui annoncé dimanche que la banque centrale fournirait toutes les liquidités nécessaires pour le financement des opérations sur marge - pratique très répandue d'achat d'actions par endettement.

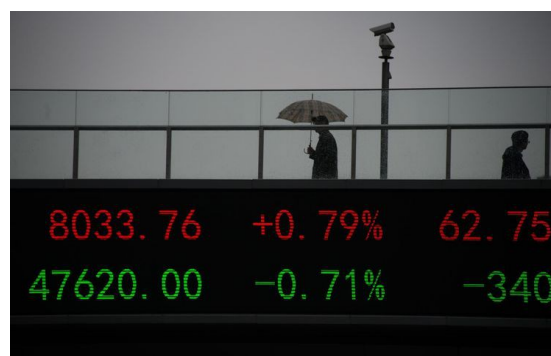
Enfin, le régulateur des marchés avait assuré qu'aucune nouvelle introduction en bourse n'aurait lieu dans un avenir proche pour éviter toute perturbation supplémentaire.

Toutes les mesures prises ces derniers jours par le gouvernement semblent avoir échoué à restaurer la confiance.

Même si la crise grecque n'arrange pas les choses, la raison principale de la correction des bourses continentales chinoises est à chercher localement: la Bourse de Shanghai avait gonflé de 150% en douze mois, se déconnectant de l'économie réelle, et les experts s'attendaient à un retour de bâton.

[Crash boursier en Chine. Une ombre sur le modèle chinois ?](#)

07 juillet 2015 | Par [Jean-Paul Baquiast](#) [Mediapart](#)



La crise grecque n'a que peu secoué les marchés boursiers occidentaux, les spéculateurs étant jusqu'à ce jour convaincus que les gouvernements prendraient les mesures nécessaires pour éviter qu'un éventuel défaut grecque sur la dette ne se répercute sur l'ensemble du marché. Seule une faible baisse a été enregistrée. Ce

n'est pas le cas depuis plusieurs jours en Chine. La bourse de Shanghai, qui est le plus grand centre financier pour l'ensemble de la Chine, a enregistré depuis plusieurs jours des baisses importants. Certains pessimistes y voient les prémises d'un véritable effondrement, les mesures prises par les autorités chinoises en réaction n'ayant eu guère d'effets jusqu'à présent.

Le gouvernement avait demandé à la Banque chinoise de fournir une quantité illimitée de devises pour encourager les investisseurs à se procurer des actions, dans une démarche proche de celle pratiquée plusieurs fois par la Fed américaine (et fort critiqués à l'époque à Pékin) sous le nom de « *quantitative easing* ». Mais cela n'a pas permis de faire remonter la capitalisation boursière, qui avait perdu 3.000 milliards de dollars le mois précédent. Les deux index déterminants, Shanghai Composite Index et Shenzhen Index n'ont depuis enregistré qu'une remontée insignifiante.

D'autres mesures plus techniques décidées par le gouvernement n'ont pas eu davantage d'effets, notamment l'injonction donnée au massif fonds de pension gouvernemental d'acheter et non de vendre. Sans effets non plus les déclarations de la presse officielle, notamment le Quotidien du Peuple (*People's Daily*) selon lesquelles le Parti communiste chinois (CCP) s'était déclaré confiant sur le fait que les marchés demeureraient stables et sains.

Nouvelles classes moyennes

La crainte non clairement avouée des autorités est que la crise ne s'étende à l'ensemble de l'économie, déjà très ébranlée depuis quelques mois. La croissance, selon les chiffres officiels (d'ailleurs peu fiables) ne devrait pas atteindre 7% dans l'année, voire ne pas dépasser 4%. La cause de cette véritable dépression a été attribuée à la décision prise les années précédentes par le Parti de pousser les nouvelles classes moyennes à entrer en bourse, afin d'améliorer leurs revenus. Il s'agissait de trouver une nouvelle source de croissance, alors que les investissements dans l'immobilier décidés après la crise de 2008/2009 se heurtait à un grand nombre de logements invendus et que le niveau excessif de l'endettement des collectivités locales générait une inquiétude générale.

L'espoir – un peu naïf vu avec le recul – du gouvernement était que se créerait une nouvelle classe moyenne d'actionnaires enrichis en Bourse – et peu enclins de ce fait à remettre en cause les grands choix politiques de l'Etat. Ceci au moment où les autorités avaient décidé d'ouvrir la Chine aux marchés financiers

internationaux, jusqu'ici dénoncés comme prédateurs. Aujourd'hui, en résultat de cette politique, le marché boursier est dominé à 80% par de petits investisseurs, ayant remplacé les investisseurs institutionnels. Mais ces petits investisseurs ont emprunté massivement auprès des banques pour acheter des titres spéculatifs, ce qui rend l'ensemble de l'édifice particulièrement fragile.

Les bulles ainsi formées ayant éclaté en chaîne ces dernières semaines, pour des raisons difficiles à expliciter en détail mais faciles à comprendre globalement, les nouvelles classes moyennes espérées par le gouvernement sont menacées. Si elles se trouvaient ruinées, les conséquences en seraient graves pour le gouvernement. L'ouverture au marché capitaliste voulue par lui s'avérant un échec, il serait obligé d'en revenir à une économie administrée à la croissance beaucoup plus lente. Mais celle-ci sera de plus en plus mal ressentie.

Le président XI, qui s'était rendu impopulaire par la vaste campagne anti-corruption que le parti avait engagé à son initiative, serait très fragilisé, ses opposants n'ayant pas renoncé à l'abattre. Mais bien plus largement se pose la question de savoir si le crash déjà amorcé à Shanghai ne s'étendra pas aux bourses de toute l'Asie, voire du monde entier, compte tenu de l'interpénétration des marchés financiers. A ce moment, les gouvernements occidentaux, incluant celui de Tokyo, se trouveraient devant de graves difficultés. Certains pays, déjà écrasés par le remboursement des dettes, comme Porto Rico, des Etats fédérés américains, la Grèce voire d'autres pays européens, entreraient en crise grave. Des émeutes pourraient se produire, que les gouvernements auraient beaucoup de mal à contenir.

Quelques réflexions

En fait, on verra peut-être dans les prochaines semaines que ces craintes étaient mal fondées, les bourses chinoises ayant retrouvé une activité normale après avoir absorbé le gros de la crise. Cependant l'épisode doit inspirer quelques réflexions:

* la course au modèle capitalistico-financier engagée par Pékin, afin de rivaliser avec Wall Street, ne va-t-elle pas tourner court? C'est ce qui s'était produit en Russie avant l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, lequel s'efforce aujourd'hui d'y remédier par un retour à une certaine « administration » de l'économie.

► la croissance de la Chine enregistrée ces dernières années n'avait pas reposé sur des bases solides. Elle résultait du fait que le pays s'étant transformé, ruinant à

cette occasion de nombreuses industries européennes, en « usine du monde », notamment par l'emploi de masses salariales très sous-payés. Elle avait certes accumulé ce faisant au moins 1.000 milliards de fonds de réserve en bons d'état, mais ce genre d'épargne s'évapore très vite lorsqu'on compte sur lui pour jouer les pompiers dans une crise boursière un tant soi peu étendue.

- ▶ en Chine, le gouvernement se montre peu capable de mettre en place un nouveau modèle de croissance, reposant sur une forte consommation des particuliers. Ceci parce que les nouvelles classes moyennes ne constituent encore qu'une faible part de la population chinoise et surtout parce que ce modèle se révélera de plus en plus incompatible avec des contraintes en matière d'énergie, de matières premières et d'environnement, dont la Chine ne cessera pas de voir le poids s'aggraver.
- ▶ les espoirs de développement entretenus par certains pays s'étant ces dernières années tournés vers la Chine, au sein du Brics, risquent d'être déçus. Qu'advient-il notamment du grand projet de Nouvelle Route de la Soie? La Chine pourra-t-elle jouer le rôle espéré au sein de la nouvelle Banque Asiatique d' Investissements pour les Infrastructures IIAB).
- ▶ la Chine pourra-t-elle par ailleurs financer ses grands projets militaires et spatiaux? Certes, ceux-ci ne reposent pas sur des actions en bourse. Mais les crédits publics nécessaires doivent, en dernière instance, être couverts par l'impôt, autrement dit par la prospérité des épargnants.
- ▶ la guerre à grande échelle engagée par Washington contre la Chine, présentée comme le second ennemi héréditaire après la Russie, ne va-t-elle pas se révéler inutile? En ce cas, les Etats-Unis pourraient à nouveau retourner leur puissant appareil militaro-industriel contre la Russie.

[L'arbre qui cache la forêt](#)

La Chronique de Dov Zerah , 7 juillet 2015

Financial Afrik
tout le monde équilibre

Tous nos médias, journaux, radios et télévisions sont polarisés sur le sujet grec. C'est certes important, pour la Grèce, les Grecs, l'Europe, mais la sortie de la Grèce de la zone euro ne semble pas, plus, constituer, pour les marchés, un risque systémique. Au cours des derniers jours, l'euro ne s'est pas effondré, les bourses ont accusé le coup, mais sans plus.

Or, dans le même temps, depuis la mi-juin, la Chine enregistre un véritable krach boursier.

La bourse de Shanghai, la Shanghai stock exchange (SSE) a atteint le 12 juin le sommet de 5.166 points. Depuis l'indice de Shanghai accuse une chute de 30 %. De son côté, l'indice de la bourse de Shenzhen, et l'indice des valeurs technologiques, le ChiNext, ont, sur la même période, également chuté dans les mêmes proportions.

Depuis sa création en 1990, la Bourse de Shanghai a connu plusieurs envolées des cours : 130 % en 2006, près de 100 % en 2007, et l'indice a culminé en octobre 2007 à 6 124 points. La crise financière de 2007-2008 a entraîné un repli de près de 50 % à 3189 points le 19 juillet 2009.

Depuis, la bourse est redevenue le placement favori des ménages. Attirés par l'appât du gain facile et rapide, les particuliers ont délaissé l'immobilier. Une envolée a démarré à l'été 2014. Elle s'est accélérée avec la politique monétaire favorable engagée en novembre 2014 ainsi qu'avec le recours à l'endettement pour acheter des actions. Une centaine de millions de chinois posséderaient des actions.

En un an, la Bourse de Shanghai a enregistré une hausse de 130 %, avec l'ouverture de 10 millions nouveaux comptes. De son côté, l'indice ChiNext a augmenté de 170 % sur le premier semestre 2015.

Pour enrayer la chute, la banque centrale a baissé ses taux d'intérêt. Mais cela n'a pas empêché les jeudi 2 et vendredi 3 juillet noirs. Un repli de 3,48 %, jeudi 2 juillet, suivi d'une chute de 5,77 % vendredi 3. Inquiets, les épargnants liquident leurs positions, et ont accentué le mouvement de repli. En une semaine, la Bourse de Shanghai a baissé de 12%, l'indice a atteint 3 686 points, et près de 2 800 Mds€ se sont envolés.

Jusqu'à vendredi dernier, les autorités chinoises considéraient la correction positive pour enrayer la spéculation et stabiliser le marché. Mais la baisse des deux jours noirs les a poussées à prendre samedi et dimanche des mesures exceptionnelles pour essayer de stabiliser le marché, et permettre à certains de sortir sans trop de pertes.

Au-delà d'une mesure comme la suspension de tous les projets d'introduction en Bourse, il en est une qui est sujette à caution. Les autorités ont permis qu'un bien immobilier puisse servir de garantie des prêts des courtiers dans les opérations d'achat d'actions à crédit. Cette disposition peut soulager certains actionnaires, mais aussi constituer un facilitateur de spéculation, et entraîner un risque de propagation de la baisse des actions au marché immobilier.

Dans le même temps, les 21 plus importantes sociétés de courtage du pays ont décidé d'investir au moins 17,4 Mds€ en actions, et ne seront pas revendus tant que l'indice sera à 4.500 points ; elles se sont par ailleurs engagées à garder les actions détenues au 3 juillet.

28 chefs d'entreprises technologiques et les responsables des 25 principaux fonds communs de placement ont promis de souscrire à des actions de leur propre entreprise ou des parts de leurs propres fonds. De leur côté, les plus grandes banques publiques, comme la Bank of China, l'Agricultural Bank of China et ICBC ainsi que l'assureur China Life sont intervenus pour soutenir leurs cours.

La Commission chinoise de régulation des marchés financiers (CSRC) a décidé d'espacer le rythme des cotations à venir et en plafonner les montants.

Il n'est pas sûr que l'ensemble de ces mesures freinent la chute. Il est vraisemblable qu'elle la ralentisse, car il est probable que les actionnaires saisissent l'opportunité de récupérer le maximum de leurs placements.

Cette explosion de la bulle financière intervient à un moment compliqué pour l'économie chinoise, marquée par le ralentissement de la production industrielle, et plus généralement de la croissance, réorientation du modèle économique, lutte contre la corruption... De même, les autorités chinoises voyaient favorablement cette hausse car elles étaient censées permettre aux indices chinois d'intégrer les indices internationaux. La chute contrarie cet objectif, et devrait avoir un effet négatif sur la croissance chinoise.

La Chine étant la première économie mondiale en termes de PIB en parité de pouvoir d'achat, ce krach boursier va avoir des effets sur l'économie mondiale beaucoup plus que le problème de la Grèce dont le PIB grec ne représente que 2 % de celui de la zone euro.

La crise grecque constitue la partie émergée de l'iceberg

BusinessBourse et Boursorama Le 08 juil 2015 à 01:17

La célèbre société de gestion française Carmignac avertit sur le retour des risques sur les marchés. La crise grecque est bien sûr dans tous les esprits, mais ce sujet n'est pas le seul sur lequel s'interroge Didier Saint-Georges, membre du comité d'investissement chez Carmignac.

« **Le monde aborde une période de transition décisive** », explique Didier Saint-Georges en introduction de sa dernière lettre mensuelle de juillet. Pour le membre du comité d'investissement de Carmignac, une « avancée inexorable vers une

période plus instable » s'observe actuellement.

Les soutiens au marché faiblissent

Didier Saint-Georges précise : « La récente poussée de volatilité du prix des actifs financiers dits “sans risques” [allusion au rebond des taux obligataires souverains survenu en mai-juin] a ouvert cette période de transition globale. Le manque de visibilité sur les effets collatéraux des derniers rebondissements de la crise grecque en constitue à l'évidence un autre avatar ».

« Bien que plusieurs banques centrales, dont la BCE, demeurent encore puissamment à la manœuvre, leur capacité à continuer de jouer le rôle de suppresseur de risques pour les marchés se voit désormais menacée par la perspective d'une reprise graduelle de l'inflation, et son impact sur les marchés de taux », poursuit-il. L'argument est intéressant, bien que les perspectives d'une remontée de l'inflation restent encore faibles en Europe, et que cette inflation fait partie des objectifs du plan de relance de la BCE (« quantitative easing »).

Surtout, le membre du comité d'investissement de Carmignac avertit les autres gérants d'actifs sur la prudence à adopter sur les marchés dans le contexte actuel. « Les gestionnaires d'actifs doivent s'interroger à la fois sur leur état de préparation à gérer sans dommages pour leurs clients cette nouvelle période d'incertitudes, et sur leur capacité à continuer de saisir dans le même temps les opportunités de long terme qui se font jour (qui vont de ruptures technologiques décisives dans certains secteurs jusqu'aux ambitions internationales renouvelées de la Chine) ».

Crise grecque : seulement la « partie émergée de l'iceberg »

Revenant sur la question très actuelle de la crise grecque, Didier Saint-Georges explique : « en zone euro, la crise grecque constitue la partie émergée de l'iceberg qui se présente devant l'Union monétaire européenne. Car depuis cinq ans, le non-respect des critères de convergence est devenu la règle, si bien que la nécessité du retour à l'orthodoxie prive la majeure partie des pays de la zone de toute flexibilité budgétaire, c'est-à-dire de capacité de relance ». La situation est ainsi délicate pour les Etats européens dont les dettes publiques continuent de s'accroître.

« La conséquence à moyen terme est qu'au prochain signe de ralentissement économique, la politique monétaire unique ne pouvant pas s'aligner sur les besoins de soutien des pays les plus faibles, ces derniers verront leur trajectoire économique et financière diverger encore de celle des pays les plus forts », prévient-il.

Ces écarts entre les pays européens ont déjà commencé à se voir ces dernières

semaines sur les marchés de taux : les difficultés financières de la Grèce ont fait remonter un peu plus rapidement les taux d'emprunt italiens, portugais et espagnols que les taux allemands et français (les obligations allemandes et françaises restent considérées comme des valeurs-refuges).

« La transition de la zone vers une réelle intégration fiscale constitue sa seule perspective constructive, mais sera très délicate à négocier compte tenu du regain de popularité des arguments souverainistes. Les marchés actions comme les marchés de change seront profondément influencés par le devenir de cet aléa politique », termine-t-il en guise d'avertissement.

Source: [boursorama](#)

[Charles Sannat : Crise Grecque : le sommet de tous les dangers](#)

Vidéo , BusinessBourse et BoursoRama 8 juillet 2015

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de mardi à Bruxelles s'apparente à celui de la dernière chance. La probabilité de trouver un accord est mince tant les divergences sont profondes. Ce sommet va-t-il acter la sortie d'Athènes de la zone euro ? Ecorama du 7 juillet, présenté par David Jacquot, sur Boursorama.



<http://www.businessbourse.com/2015/07/08/charles-sannat-crise-grecque-le-sommet-de-tous-les-dangers/>

[Vidéo : Un banquier suisse explique pourquoi le système monétaire mondial va exploser ...](#)

8 juillet, 2015

Posté par voltigeur Les Moutons enragés

On peut remplacer la Suisse par n'importe quel pays, tant ce que François de Siebenthal dit, est valable pour tous les autres.. Merci Norbert.



(argent de monopoli)

Il s'agit de François de Siebenthal, économiste et banquier, qui en quelques instants explique bien simplement pourquoi le système monétaire mondial ne peut qu'exploser et ce qui a conduit au bord de ce gouffre.



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=4e2KdHUGvTk (Français, 10 minutes)

[Le cash est \(de plus en plus\) roi](#)

08 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | La Chronique Agora

▪ Le *cash* est roi.

C'est ce que dit le *Wall Street Journal* au sujet de la situation en Grèce.

L'utilisation des espèces pour les transactions quotidiennes a augmenté de 44% au

cours des deux derniers mois.

La production grecque s'effondre. Les banques vont se retrouver à court d'argent. Et les Grecs font la queue devant les distributeurs pour obtenir 60 misérables euros par jour. C'est comme ça : quand les choses se compliquent, les autorités prennent votre argent.

C'est pour ça que le *cash* est roi.

Un récent article décrivait la manière dont Uber avait “résolu le problème majeur du capitalisme”.

Quel est ce problème ? “La confiance”. Il y a des millions de voitures sur la route. La plupart d'entre elles ont quatre sièges — mais généralement seul l'un d'entre eux est occupé. Bon nombre de ces conducteurs privés seraient heureux de vous amener là où vous voulez aller, pour moins cher qu'un taxi.

Pourtant, on n'en fait rien. Parce qu'on nous a dit, enfant, qu'on ne monte pas dans la voiture d'un étranger. On ne sait pas à qui faire confiance pour nous emmener où l'on souhaite aller.

Les taxis londoniens ont résolu le problème de la confiance avec des véhicules spécifiques et une réglementation extrêmement stricte pour ses chauffeurs.

Lorsqu'on entre dans un taxi londonien, le niveau de confiance est élevé : on sait avec une quasi-certitude qu'on arrivera là où l'on va de manière professionnelle.

Uber résout le problème de la confiance d'une autre manière — avec un système de notation sur Internet. Les passagers notent les chauffeurs. Les chauffeurs notent les passagers. On voit tout.

▪ **La confiance, une espèce en voie de disparition**

Le capitalisme a fait une avancée bien plus considérable sur le front de la confiance il y a des milliers d'années

Le capitalisme a fait une avancée bien plus considérable sur le front de la confiance il y a des milliers d'années. Il a inventé le *cash*. Jusque-là, les transactions étaient basées sur le crédit. Sans *cash*, on pouvait échanger au sein d'un petit groupe et se fier à sa mémoire pour

se rappeler qui devait quoi à qui. Avec l'avènement de la monnaie moderne, on pouvait échanger avec des gens qu'on ne connaissait pas. On donnait quelque chose. On obtenait autre chose — du *cash* — qui pouvait à son tour être échangé plus tard.

Cette invention — la devise, généralement basée sur l'or ou l'argent-métal — était une telle avancée qu'elle a rendu possible les économies de marché sophistiquées

actuelles.

Mais ce n'est du *cash* que si on peut l'avoir en main. Comme les Grecs viennent de le découvrir, de l'argent en banque, ce n'est pas du *cash*.

Le *cash*, c'est ce dont on a besoin quand la confiance disparaît. Avec le *cash*, on a des options, comme le dit Nassim Taleb. Avec du *cash* en poche, on peut acheter cinq litres d'essence ou une action dans une entreprise cotée. Il est à vous. Il vous appartient. Vous pouvez en faire ce que vous voulez. Mais de l'argent en banque ? C'est l'incertitude. Vous devez faire confiance au système... croire à la solvabilité de votre banque... et au fait qu'elle vous rendra votre argent quand vous le voulez.

La confiance disparaît rapidement en Grèce. Les Allemands ne font pas confiance aux Grecs. Les Grecs ne font pas confiance aux banques. Quasiment personne ne fait confiance au gouvernement.

Quel magnifique spectacle ! Très instructif, en plus.

En attendant, le *cash* est roi en Chine aussi. Les valeurs chinoises ont fait une pause hier après trois semaines d'effondrement. Le gouvernement fait tout ce qu'il peut, disent les journaux, mais les investisseurs s'interrogent : peuvent-ils faire confiance aux Chinois pour mettre fin à la correction ?

Le cash, c'est ce dont on a besoin quand la confiance disparaît

Un gestionnaire de fonds hong-kongais a été cité : "je pense qu'encore aujourd'hui, le parti communiste a le dernier mot sur les marchés boursiers".

Mais attendez... si le gouvernement pouvait arrêter les corrections boursières, pourquoi s'en produit-il encore ?

Nous n'en savons rien. Mais il y a une saison pour la confiance... et une saison pour la méfiance. Il y a une saison où posséder des actifs financiers... et une saison où posséder du *cash*.

L'époque semble favorable au *cash*.

Vous serez ruinés, mais lentement et de façon oprdonnée !

Bruno Bertez 8 juillet 2015

Dans sa dernière publication, Axa Investment Managers a tenté de dessiner le scénario que pourrait suivre la Fed concernant le resserrement de sa politique monétaire. David Page, chargé de Recherche & Stratégie d'Investissement chez

Axa IM, anticipe ainsi que « le resserrement de politique monétaire à venir devrait être plus progressif et moindre que ceux des précédents cycles. Les marchés anticipent quant à eux une hausse des taux encore plus graduelle. » Surtout, l'analyste envisage un double mouvement qui permettrait de limiter encore plus le risque de déstabilisation des marchés.

« Les relèvement de taux pourraient être encore plus modestes si la Fed décide de liquider en parallèle les actifs achetés dans le cadre du QE », note David Page. En menant de front la remontée de ses taux et la normalisation de son bilan, la Réserve fédérale pourrait réduire encore l'effet du resserrement monétaire.

L'expert de Axa IM précise que ce scénario semble avoir les faveurs des marchés. En effet, les opérateurs prévoient que la Fed arrêtera de réinvestir les actifs arrivant à échéance « quatre à douze mois après la première hausse, ce qui limiterait encore l'ampleur de l'augmentation du taux fed funds. » De son côté, David Page estime qu'« il serait préférable de donner la priorité à un relèvement des taux fed funds dans un premier temps. Ce qui implique une normalisation du bilan plus tardive. »

L'important, c'est la Chine, pas la Grèce. Attention!

Bruno Bertez 8 juillet 2015

L'important, c'est la Chine, pas la Grèce.

La crise financière s'y développe et les autorités semblent dépassées. Dans un second temps, la Crise Boursière peut devenir bancaire et dans un troisième devenir économique. Nous avons attiré votre attention il y a quelques jours.

La chute de plus de 30% du marché des actions fait suite à un doublement en moins d'un an. La cotation de plus de 1000 titres est suspendue. C'est le trou. La hausse autant que la baisse traduisait le désespoir et la gravité de la détérioration de la situation de la Chine. En effet, ce qui se passe en Chine est, en caricature, le condensé de ce qui se passe dans le monde occidental depuis 2008, nous sommes dans des hausses que nous appelons « hausses de misère », elles ne reflètent pas la bonne santé, mais les déséquilibres. Et les vaines tentatives pour y pallier.

Tout ceci exprime l'erreur fondamentale qui consiste à vouloir traiter et masquer les problèmes de l'économie réelle par le recours aux politiques monétaires; on gonfle des hernies et finalement, elles s'infectent, se déchirent et le mal se répand... la différence entre les situations occidentales et Chinoises sont essentiellement des différences de formes et de rythme, la logique qui est à l'oeuvre est la même. Seul le doigté pour gérer est différent.

La Chine n'est pas isolée, elle fait partie du monde global, elle en est un élément essentiel. Nous soutenons même que le couple formé par les USA et la Chine constitue le squelette qui fait tenir le système.

Le mode de contagion est bien sur la finance, le crédit et les flux internationaux, mais il y a aussi les « commodities » et la spéculation sur les matières premières. La chute des prix du pétrole est là pour le rappeler. Sans parler de la dislocation des échanges internationaux qui s'en suivra si la crise se poursuit.

Nous ne craignons pas de dire que cette fois, la similitude avec la crise 1929 est flagrante, il suffit de remplacer, dans l'articulation logique des causes et des effets, les USA, puissance montante d'alors, par la Chine: croissance extraordinaire, enrichissement rapide, laxisme monétaire, crédit exponentiel, mal-investissement, appétit pour le risque et la spéculation, tout y est. La chute du marché nippon et les rachats sur le yen indiquent que des liquidations de positions sont en cours.

Un des éléments qui nous semble négligé est la transmission globale de la crise Chinoise par le biais de la chute de l'appétit mondial pour le risque. Le Japon sous cet aspect est particulièrement vulnérable. Toutes les valeurs économiques et financières japonaises sont fausses et cela a infecté le monde entier par le carry japonais.

La question majeure, et nous ne pouvons y répondre est celle-ci: est ce qu'une économie dirigée, centralisée est mieux à même de faire face à ce type de crise qu'une économie plus libérale, plus répartie statistiquement? Les commentateurs se raccrochent à l'idée que le gouvernement Chinois a des armes dont ne disposaient pas les Etats-Unis en 1929. Nous avons tendance à penser que ce n'est pas tout à fait vrai, car dans notre cadre analytique nous soutenons toujours que les gouvernements ne diffèrent pas, par essence, des institutions géantes privées, simplement, elles sont plus grosses, font plus d'erreurs et pendant plus longtemps car elles sont moins sanctionnées.

Ajout Mercredi 12h

La dégringolade de la place boursière chinoise n'est pas sans conséquence pour les matières premières. Des métaux précieux au pétrole, en passant par les métaux industriels et le minerai de fer, quasiment toutes les « commodities » s'échangent au plus bas de l'année, voire depuis plusieurs années, à l'image du cuivre tombé sur un plancher de plus de six ans. L'indice Bloomberg Commodities, qui suit 22 matières premières, affiche un recul de 7% depuis le premier janvier. Sur les quatre derniers jours, l'indice perd 4,6%, soit sa plus forte baisse depuis 2011.

Le pétrole n'est pas épargné par ces ventes massives. Le WTI vient d'enchaîner

cinq séances consécutives de repli pour retomber sur ses niveaux du mois de mars. Outre les craintes chinoises, l'incertitude grecque et les pourparlers au sujet du nucléaire iranien pèsent sur l'or noir depuis le début de la semaine. Sans oublier la surabondance de l'offre avec une production de l'Opep au plus haut et une exploitation du pétrole de schiste en Amérique du Nord qui tourne à plein régime.

Krach en Chine : le danger caché

08 juil 2015 | Cécile Chevré | La Chronique Agora

▪ Rares, très rares, sont les commentaires pas complètement pessimistes sur la situation chinoise. A croire que la *schadenfreude* joue à fond et que nous sommes incapables de ne pas nous réjouir devant les difficultés de l'empire du Milieu. Il faut dire que pour les capitalistes démocrates que nous sommes, le capitalisme-communiste-dirigisme chinois a de quoi perturber.

Il est vrai aussi que la puissance économique, financière et aujourd'hui boursière chinoise montre d'inquiétants signes d'effritements. Le PIB n'a progressé que de 7% au premier trimestre 2015, soit à peine l'objectif fixé par Pékin et loin des croissances à deux chiffres que le pays enregistrait encore en 2010.

La résistance s'organise donc pour essayer de sauver le soldat boursier chinois...

Et certains de prédire l'effondrement boursier chinois, sa capitulation, la grande vengeance des marchés contre le dirigisme *made in China*.

Alors que le principal indice de la Bourse de Shanghai perdait encore plus de 5% vendredi dernier, les réseaux sociaux chinois sont partagés entre panique, soupçons de manipulation (venue de l'étranger bien sûr... et de Goldman Sachs tout particulièrement) et patriotisme boursier. La résistance s'organise donc pour essayer de sauver le soldat boursier chinois...

▪ La résistance face au krach

Face au risque de krach, c'est une véritable coalition qui s'est mise en place entre Pékin, courtiers, banques et grands chefs d'entreprises. Coalition diverse et variée mais objectif commun : mettre fin à l'hémorragie qui a vu la Bourse de Shanghai perdre un quart de sa valorisation en quelques semaines.

Fin juin, la banque populaire de Chine décidait donc — pour la quatrième fois en huit mois — d'abaisser ses taux directeurs pour, à la fois, soutenir l'économie chinoise et encourager les Chinois à emprunter pour investir en Bourse.

21 grands courtiers ont annoncé, samedi dernier, la création d'un fonds de 120 milliards de yuans (19 milliards de dollars) destiné à soutenir le prêt pour investir en Bourse — cette pratique, dite aussi "appel de marge" ou *margin call* (un terme

qui rappelle de mauvais souvenirs, n'est-ce pas ?), est extrêmement répandue parmi les investisseurs chinois.

Pékin vient en outre d'assouplir à nouveau les conditions d'accès aux prêts, en prenant par exemple les biens immobiliers comme collatéraux, et ce après avoir, il y a quelques semaines, tenté de les limiter. Oui, Pékin est vraiment prêt à tout pour sauver ses marchés actions, et son changement d'attitude face aux *margin call* n'a rien fait pour rassurer les marchés.

Le secteur privé (enfin, privé...comme il peut l'être en Chine) a aussi décidé de joindre ses forces à la bataille : une petite trentaine de chef d'entreprises (essentiellement du secteur technologique) et des gérants de fonds se sont engagés à acheter des actions pour soutenir les cours.

Pour l'instant, l'intervention coordonnée de ces différents acteurs semble porter ses fruits. Lundi dernier, Shanghai terminait en hausse de plus de 2,4%, malgré les mauvaises nouvelles venues de Grèce. Remarquez, je ne sais pas ce que les investisseurs chinois ont à faire de la Grèce, ce qui est de bonne guerre, les investisseurs européens et américains s'étant montré particulièrement peu intéressés par ce qui se passe dans l'empire du Milieu...

Hier, la chute avait repris — de manière plus modérée — avec un SSE Composite en recul de 1,29% en clôture. Impossible donc de savoir, pour le moment, si Pékin et les principaux intervenants sur les marchés boursiers sont parvenus à enrayer le krach.

▪ **Ce que nous apprennent ce krach et sa gestion par Pékin**

A ce moment précis, je n'ai aucune idée de la tournure que vont prendre les événements. Nous assistons à la confrontation de deux volontés de fer : celle des marchés, pris de panique, et celle de Pékin.

Ce qui est certain, c'est que les autorités chinoises vont continuer à tout faire pour encourager le retour du marché haussier. Une Bourse en hausse, ce ne sont que des avantages pour Pékin :

- tout d'abord, celui de créer un "effet richesse" (plus ou moins véritable) : alors que l'économie chinoise est clairement en phase de ralentissement, un marché haussier peut en partie "compenser" la chute de la croissance ;
- ensuite, un marché haussier devrait permettre aux entreprises chinoises de lever plus facilement des fonds, et ainsi encourager l'investissement dans un pays qui a largement besoin de plus — et mieux ! — investir dans son appareil économique ;
- enfin, et surtout, la hausse des indices va dans le sens de la nouvelle orientation économique décidée par Pékin : moins d'Etat (dans les entreprises) et plus de

privé. Les autorités chinoises ont en effet entamé un processus de désengagement des entreprises publiques et veulent laisser la place à des investisseurs privés (qu'ils soient chinois ou même étranger). Objectif : rendre les entreprises chinoises plus efficaces, et surtout rentables.

Les autorités chinoises vont continuer à tout faire pour encourager le retour du marché haussier

Le problème, vous vous en doutez, c'est qu'en intervenant aussi massivement pour sauver ses marchés actions, Pékin se met en contradiction avec sa volonté affichée de désengagement.

L'ampleur de la réaction de ce week-end nous révèle autre chose : les autorités chinoises n'avaient manifestement pas anticipé une correction d'une telle ampleur. Je dirais même qu'ils sont confrontés à un monstre qu'ils ont contribué à créer. Car Pékin est conscient qu'un marché sain — son objectif à long terme — est un marché qui connaît des phases de correction. D'où son intervention dans un premier temps pour tenter de calmer l'ardeur haussière des investisseurs.

Reste à observer ce que les marchés vont faire. Vont-ils se saisir de l'occasion offerte à court terme, et se lancer dans un nouveau *rally* haussier, assurés du soutien de Pékin ? Pourquoi pas... Après, le soutien de la Fed explique en grande partie la hausse des marchés américains depuis 2009...

Ou bien vont-ils voir dans cette intervention massive une preuve de la faiblesse des marchés boursiers chinois ? De leur manipulation et du peu de confiance qui peut leur être accordée ?

Dette : la “tragédie” grecque se jouerait-elle aussi aux Etats-Unis ?

07 juil 2015 | [Eberhardt Unger](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Le dernier acte en date de la tragédie grecque — certainement pas le dernier — se joue “en extérieur” dans d'autres pays qui eux aussi voient naître des manifestations contre l'austérité et la “mort sociale”. Comme en Grèce, ces manifestations ont pour toile de fond le surendettement des finances publiques de ces dernières années.

Curieusement personne ne manifeste en faveur de budgets publics stables et d'une économie saine. L'exemple le plus curieux est celui des Etats-Unis : le pays vivant depuis des années au-dessus de ses moyens et les dépenses publiques dépassant constamment les revenus, le déficit public a atteint 18 152 milliards (103% du PIB) faisant de lui le pays le plus endetté nominal du monde.

Cependant, les comparaisons internationales doivent être faites avec beaucoup de prudence. Dans la Zone euro, la dette publique s'élève actuellement à près de 8 000 milliards d'euros — toutefois, ce chiffre comprend non seulement les dettes gouvernementales mais aussi les dettes des départements et des communes. Les statistiques américaines sont très souvent basées sur la dette gouvernementale détenue par le public (*held by the public*), qui s'élève seulement à 13 114 milliards de dollars (74% du PIB). Le ratio officiel de la dette américaine est calculé avec ce montant de la dette et ne reflète que la dette publique détenue par les créanciers privés.

Dans la Zone euro, la dette publique s'élève actuellement à près de 8 000 milliards d'euros

L'institut américain CBO (Congressional Budget Office) a publié des prévisions à long terme sur l'évolution de la dette du gouvernement. Bien que le taux des nouveaux emprunts devrait se stabiliser à moins de 3%

dans les prochaines années, le CBO prévoit, à moyen terme, une augmentation significative.

▪ **La dette ne cesse d'augmenter**

Selon le CBO, le vieillissement de la population et une plus large aide sociale auront pour conséquence une augmentation de la dette d'environ 7 400 milliards de dollars dans les 10 prochaines années.

En 2040, le ratio devrait atteindre 103% du PIB. Le CBO voit des conséquences négatives pour la crédibilité du budget américain. Les investisseurs pourraient être amenés à émettre des doutes sur la capacité du gouvernement à s'acquitter de ses obligations de paiement. Leur conclusion pourrait être que la "tragédie grecque" pourrait avoir son pendant outre-Atlantique.

A la fin de la présidence d'Obama, on estime que la dette publique sera proche de 22 000 milliards de dollars ; dans 10 ans 25 000 milliards et 30 000 milliards en 2030. L'an dernier, le gouvernement américain a payé des intérêts débiteurs à hauteur de 220 milliards de dollars et en 2023 le montant sera de 823 milliards de dollars (source : CBO).

Le CBO suppose que les taux d'intérêt directeurs à moyen/long terme peuvent rester très bas. Toutefois, une vue plus réaliste qui assume une normalisation de la courbe des taux voit plutôt les taux monétaires à 2-3% et les rendements des obligations à 10 ans à 4-5%. Dans le cas d'un taux de 4%, le paiement des intérêts pourrait atteindre environ 1 000 milliards en 2025. Le déficit budgétaire en 2014 a été de 484 milliards de dollars. Un tel niveau d'intérêts débiteurs à payer est insoutenable.

*Le paiement des intérêts
pourrait atteindre environ 1 000
milliards en 2025*

Le service de la dette (intérêts et remboursement) deviendra une barrière économique insurmontable. Il semble peu probable que les marchés financiers seront en mesure de surmonter cet obstacle sans l'aide de

la Fed et sans QE. Le taux nominal de croissance du PIB restera faible dans la durée. En 2014, le taux d'épargne des particuliers a été seulement 4,9% du revenu disponible — près du plus bas niveau depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

▪ Conclusion

La tragicomédie du surendettement des Etats-Unis deviendra de plus en plus grotesque, battant chaque année son record d'endettement établi l'année précédente. Il y a longtemps que la note de solvabilité des Etats-Unis aurait du être revue à la baisse par les agences de notation.

CINQ JOURS QUI VONT ÉBRANLER L'EUROPE

François Leclerc , Blog de Paul Jorion, 8 juillet 2015

Dans les coulisses, les gouvernements français et italien sont finalement entrés en résistance, mais la chancelière allemande a haussé la barre d'un éventuel compromis. Dans l'attente d'une proposition grecque d'ici jeudi, elle a mis les choses au point : « je dois voir comment le gouvernement est prêt et a la volonté de combler le trou [budgétaire] », en référence à la détérioration de la situation depuis la fermeture des banques qui résulte des mesures d'asphyxie financière. En substance, elle demande des mesures s'ajoutant à celles qui ont été rejetées par le référendum.

Sa logique reste la même : il est hors de question d'envisager une décote de la dette, les moyens de la rembourser doivent être dégagés à tout prix. Qu'importe le réalisme économique de cette politique tant qu'il lui permet de régner en Allemagne. La Grèce doit porter toute la responsabilité de la sortie de la zone euro, et la cavalerie financière dont les Grecs font les frais doit être masquée. C'est le principal enjeu, et pour la suite on avisera plus tard. C'est une politique à courte vue, la seule que les dirigeants européens sont désormais capables d'adopter.

François Hollande a tenté de mettre en avant un « reprofilage » de la dette – une combinaison de rééchelonnage, de baisse des taux et de période de grâce – sans admettre la nécessité d'une totale mise à plat. Mais il n'a pas mis en cause le cadre dans lequel la chancelière enferme les discussions. Celle-ci n'a mis son veto qu'à une décote de la dette et a fait référence aux engagements de novembre 2012 de la

réaménager, mais cela ne résout rien, étant donné ce qui a déjà été réalisé.

Comme Angela Merkel, François Hollande a mis l'accent sur la nécessité d'un programme sur deux ans, « La France ne ménagera pas sa peine pour trouver un accord », a-t-il déclaré, sans se prononcer sur son contenu. Il est attendu un miracle du gouvernement grec.

Jean-Claude Juncker, reprenant la suggestion du président du parlement européen, Martin Schulz, a fait savoir qu'une aide humanitaire était préparée par la Commission, la Croix-Rouge allemande en faisant autant. Peut-être pourront-ils penser également aux émigrés qui affluent en Grèce, pour faire d'une pierre deux coups.

UN LABORATOIRE AU RÉSULTAT INATTENDU

Quel que soit le résultat de l'affrontement qui se poursuit, la Grèce ne s'est pas pliée au jeu et n'a pas fait la démonstration qui était recherchée : son sort est en jeu, mais la politique européenne est remise en cause comme elle ne l'a jamais été. C'est tout du moins ce que les Italiens, Européens de la première heure, expriment clairement via leur gouvernement, disant tout haut ce que François Hollande préfère taire. Pier Carlo Padoan, le ministre des finances, a affirmé ce matin que la Grèce doit être aidée pour rester dans la zone euro mais aussi pour retrouver la croissance, succédant à Matteo Renzi qui avait auparavant élargi le débat.

« Si nous restons immobiles, prisonniers des règlements et de la bureaucratie, l'Europe est finie », avait averti ce dernier il y a deux jours, ajoutant « reconstruire une Europe différente ne sera pas facile, après ce qui s'est produit ces dernières années. Mais c'est le moment juste pour essayer de le faire, tous ensemble ». Le président du conseil avait proposé d'ouvrir « un chantier ambitieux et à long terme, le dilemme n'étant pas entre « oui à l'austérité et non à l'austérité, mais comment faire pour créer de la croissance ».

Sur un tout autre registre et avec d'autres intentions, Pablo Iglesias a déclaré au nom de Podemos que « la Grèce a brandi haut la bannière de l'Europe », ajoutant un message personnel : « Alexis, 2015 sera l'année du changement, soit assuré que bientôt nous serons plus forts ». S'exprimant devant le Parlement européen, où il a été très applaudi, celui-ci n'a pas seulement déclaré être à la recherche d'un « compromis honorable », il a aussi fait valoir que « ma patrie a depuis cinq ans été un laboratoire pour l'austérité, mais l'expérience n'a pas réussi », après avoir rappelé que son gouvernement n'était pas comptable d'une Grèce qu'au contraire il voulait réformer : « nous voulons lutter contre le règne des oligarchies et des cartels, contre la fraude et l'évasion fiscale, nous voulons moderniser l'État. »

Une demande d'aide grecque sans montant a été envoyée et reçue ce matin par le Mécanisme européen de stabilité et une réunion du groupe de travail de l'Eurogroupe va la prendre en considération cet après-midi. Des propositions détaillées d'accord suivront demain. Aujourd'hui, la BCE pourrait également décider de relever le plafond des liquidités d'urgence en attendant dimanche.

[Nuances de Roosevelt](#)



[Mish](#)
[Global Economic Analysis](#)

Publié le 07 juillet 2015

Au mois de janvier dernier, j'ai conseillé aux citoyens grecs de sortir leur argent des banques grecques. Je leur ai aussi conseillé de ne pas placer leur argent dans un coffret de dépôt. Ces deux conseils n'auraient pas pu être plus ponctuels.

Contrôle des coffrets de dépôt en Grèce

Voici un extrait de l'article intitulé [Greeks Cannot Tap Cash in Safe Deposit Boxes Under Capital Controls](#) :

Les Grecs ne pourront plus retirer leur argent déposé dans des coffrets de dépôt auprès de banques grecques tant que les nouvelles restrictions resteront en place, comme l'a expliqué lundi la ministre-adjointe des finances à la télévision grecque.

Le gouvernement grec a fait fermer les banques et a imposé des contrôles de capitaux il y a une semaine pour empêcher les banques du pays de s'effondrer sous le poids des retraits.

La ministre-adjointe des finances, Nadia Valavani, a expliqué à Alpha TV que, dans le cadre de ces mesures, le gouvernement et les banques se sont mis d'accord sur le fait que les gens ne seraient pour le moment plus autorisés à retirer de l'argent de leurs coffrets de dépôt.

Nuances de Roosevelt

Vous souvenez-vous de l'[Ordre exécutif 6102 de Roosevelt](#), qui a rendu la propriété d'or illégale ?

L'Ordre exécutif 6102 est un ordre exécutif présidentiel signé le 5 avril 1933 par le président américain Franklin D. Roosevelt, qui a « interdit la propriété de pièces d'or, d'or physique et de certificat sur l'or au sein des frontières des Etats-Unis ». L'effet direct de cet ordre, en conjonction avec le statut sous lequel il a été issu, a été la criminalisation de la

propriété d'or monétaire par un individu, une coopération, une association ou une corporation.

Selon de fausses rumeurs, Roosevelt aurait demandé la saisie des coffrets de dépôt du pays, afin que leur contenu soit contrôlé par des fonctionnaires de l'IRS.

Les coffrets de dépôt des Américains n'ont pas été saisis ou contrôlés, et les quelques poursuites pour propriété d'or qui ont eu lieu dans les années 1930 ont concerné des statuts différents. L'une de ces affaires a eu lieu en 1936, lorsqu'un coffret de dépôt contenant plus de 10.000 onces (310 kilos) d'or appartenant à Zelik Josefowitz, qui n'était pas un citoyen américain, a été saisi dans le cadre d'une affaire d'évasion fiscale.

En Australie, la section 4 de la Loi bancaire de 1959 permet au gouvernement du Commonwealth de saisir l'or de ses citoyens en échange de papier-monnaie, dans l'éventualité où le gouverneur général « l'estimerait nécessaire, pour la protection de la devise ou le crédit public du Commonwealth ». Le 30 janvier 1976, ces opérations ont été « suspendues ».

Le liquide est roi

Les coffrets de dépôt des Américains n'ont pas été saisis par Roosevelt, mais qui sait ce qui pourra se passer en Grèce ?

Le liquide est une chose ; l'argent déposé dans un coffret de dépôt et soumis aux contrôles de capitaux en est une autre.

Confiscation de l'or

Je reçois fréquemment des questions concernant une éventuelle interdiction ou confiscation de l'or, comme sous Roosevelt.

Selon moi, la réponse est **non**. Une confiscation au travers d'une taxe très élevée imposée à la vente d'or serait bien plus probable.

« Soupe, filet de morue, mousse au chocolat ! »

Charles Sannat 8 juillet 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Concernant la Grèce, j'ai l'impression que la tragédie grecque va nous tenir en haleine assez longuement cet été.

D'ailleurs, les journalistes ont été particulièrement surpris aujourd'hui à Bruxelles

puisque leur badge d'accréditation, au lieu de n'être valable que pour une seule journée comme il est d'usage, le sont pour la totalité du mois de juillet 2015.

Il y a quelques fonctionnaires européens prudents qui n'ont pas envie de passer leur été à refaire le même boulot tous les jours à chaque sommet de l'ultime dernière chance...

Le sommet de mardi ne donnant rien, on se refait un filet de morue dimanche prochain ?

Oui, au menu aujourd'hui, des mamamouchis européens autour des salades grecques, une soupe vichyssoise (je trouve cela assez prémonitoire et pas dans le bon sens du terme), d'un filet de morue et d'une mousse au chocolat... Bon pour une fois, je ne dirai rien, il s'agit d'un menu presque de crise pour nos grands chefs... de la morue... Je connais quelques fins palets mamamouchesques qui risquent de trouver cela « dégueulasse » comme l'avait dit une ministre française d'un repas ayant coûté une fortune à l'Elysée.

Tout cela pour vous dire qu'à priori la morue ne passe pas et qu'il n'y a point d'accord ce soir si ce n'est que l'on peut s'accorder sur le fait que l'on soit d'accord sur rien ou presque.

Alors on prend rendez-vous pour un prochain sommet dimanche prochain.

Pourtant, encore une fois, trouver un accord serait assez simple.

On impose des réformes et des efforts supplémentaires à la Grèce mais on répond à la crise humanitaire par une aide qui peut être en nature avec boîtes de médicaments et sacs de riz...

Pourtant, il n'y a toujours pas d'accord car les Européens, en réalité, pour le moment, ne veulent pas entendre parler d'un effacement de la dette grecque pourtant évidemment totalement irremboursable. Tout le monde le sait pertinemment.

Personne ne veut prendre sa perte !

La BCE, les États, personne ne veut prendre sa perte, malgré que la solution efficiente en terme économique existe et elle est même assez simple.

Athènes signe un plan avec des contraintes, des mesures, des réformes et tout le blabla. Chaque année, à chaque fois qu'un objectif est atteint, une partie de la dette est effacée. Chaque année, plutôt que de devoir constater par exemple 68 milliards d'euros de perte pour la France, notre pays peut absorber sans trop de douleur 1 ou

2 milliards de remise de dettes pour Athènes. Idem pour la BCE et autres institutions gavées de dettes grecques.

Cela maintient la pression sur Athènes et permet de ne pas rendre forcément un effacement de dette automatique, tout en répondant par ailleurs à l'urgence humanitaire par une aide en nature que j'évoquais plus haut.

Encore une fois, la seule conclusion logique lorsque la raison ne l'emporte pas alors que de façon rationnelle un accord est parfaitement possible, c'est que l'une des parties ne veut pas d'un accord et je pense que nous sommes dans cette situation avec la Grèce et l'Allemagne qui n'en veut plus.

Hollande et Merkel toujours d'accord sur rien ou presque !

« Alors que le sommet de la zone euro doit débiter, la Chancelière allemande et le président français ont déclaré tous les deux vouloir « un accord très rapide ». Si Angela Merkel juge que, pour le moment, « le cadre de négociation ne permet pas de conduire à une nouvelle aide financière », François Hollande a exigé, de son côté, de « voir les propositions le plus rapidement possible ». »

Quand on lit ce genre de dépêche, on se dit qu'Hollande veut que la Grèce reste et que Merkel souhaite que la Grèce sorte...

Voilà ce que l'on pouvait dire ce soir d'une situation aussi claire que du jus de chique et dont seule l'Europe a le secret.

Au bout du compte, je pense que la Grèce sortira de l'euro. Ce que j'espère simplement pour l'Europe, pour l'euro et pour les Grecs, c'est que cela se fasse de façon concertée et politiquement construite car si cela était fait dans la panique, alors les pays les plus faibles de la zone euro seraient attaqués avec toutes les conséquences imaginables. Ce serait alors le retour du risque systémique et de l'effondrement global.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[La non-livraison des Mistral coûtera 1,2 Md USD à la France](#)

Voilà encore une bonne affaire pour la France.

Merci François.

Merci à nos grands amis les Américains.

Charles SANNAT

[Le Grexit n'apporte probablement aucune solution](#)

Posté le 8 juillet 2015 par Bruno Colmant

Au gré des fluences politiques et médiatiques, la sortie de la Grèce de la zone euro n'est plus seulement évoquée : elle est invoquée.

Elle est même convoquée comme menace face au gouvernement grec qui n'obtempérerait pas.

Mais réalise-t-on la difficulté technique et financière d'un Grexit, dont la finalité serait évidemment le défaut de la Grèce et la perte de valeur concomitante de toutes les obligations grecques détenues par les États européens, le FMI et la BCE ?

Un Grexit concrétiserait donc exactement ce à quoi les européens se refusent, c'est-à-dire un rééchelonnement de la dette grecque, puisque celle-ci ne vaudrait plus que son poids en drachmes, c'est-à-dire pas grand-chose.

La Grèce se désintégrerait sous son implosion monétaire : les épargnants seraient ruinés et les mouvements de capitaux contrôlés. Il en résulterait une probable inflation fiévreuse, telle que celle que l'Argentine en fait l'amère expérience.

Des troubles sociaux inévitables feraient apparition.

Tout cela ne veut pas dire que la Grèce ne doit pas se soumettre au cadre normatif que lui impose sa monnaie, mais un Grexit n'est, en aucune manière, une solution à quoi que ce soit.

A moins, bien sûr, que la Grèce ait déjà glissé vers un régime politique de nature différente et que nous ne nous en soyons pas encore aperçu. Et les Grecs non plus.

Grèce: Des banques préparent l'expropriation brutale des petits épargnants

BusinessBourse et Source: lesakerfrancophone.net Le 07 juil 2015 à 22:29:31

Les banques grecques préparent une expropriation massive des petits épargnants. Ainsi doivent être rasés de 30% les dépôts d'épargne contenant plus de 8 000 euros. Il s'agit ici de la saisie arbitraire la plus violente dans l'histoire de l'euro. La situation est apparemment si dramatique que l'alternative pourrait être la perte totale de tout les dépôts.

En Grèce, **la plus massive ponction de dépôts dans l'histoire de l'euro** est apparemment imminente pour les petits épargnants. Comme le rapporte le Financial Times, les banques dans une situation dramatique veulent exécuter une

saisie massive sur tous les dépôts d'épargne. Jusqu'à présent, on avait toujours supposé que les dépôts d'épargne de moins de 100 000 euros étaient protégés. C'était le cas à Chypre lors de la dernière saisie. A l'époque, tous les petits épargnants étaient protégés. Seuls les dépôts de plus de 100 000 euros étaient ponctionnés de 40%.

En Grèce, la situation est beaucoup plus dramatique. C'est pourquoi, **les banques projettent de saisir 30% sur tout les dépôts supérieurs à 8 000 euros**

Le Financial Times rapporte que cette mesure ne doit pas être immédiatement exécutée. Mais une ponction sur les dépôts d'épargne dans ces dimensions dramatiques semble être retenue comme plan pour la recapitalisation des banques. Au moins une banque a confirmé cet ordre de grandeur.

Le détail le plus intéressant de l'information du Financial Times **est le fait que la saisie se fera apparemment pour les petits épargnants, même s'ils votent «oui» au référendum.**

Les sources ont dit au journal qu'une recapitalisation des banques serait nécessaire dans le cadre d'un nouveau programme de sauvetage de la Grèce.

Cependant, on peut aussi en déduire que **sans nouveau programme de sauvetage, une faillite massive des banques menace la Grèce.** Avec cela, il existe un danger sérieux de voir les épargnants perdre la totalité de leurs avoirs. Étant donné qu'aucune protection européenne des dépôts n'existe actuellement, l'État ne serait pas non plus en mesure de garantir les dépôts des petits épargnants. Même le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, n'exclut pas l'effondrement d'une banque grecque. Il a déclaré au journal Bild : *«Même si on assistait à l'effondrement d'une banque le risque de contagion est relativement faible.»* Le lobby bancaire grec nie l'existence de tels plans. Mais les experts bancaires n'ont aucun doute sur le fait que toutes les banques en Grèce se battent pour leur survie. Les institutions bancaires ont, selon la Banque de Grèce, 50% de prêts douteux proches du défaut (Non Performing Loan) dans leur portefeuille. Les prix des garanties collatérales les plus importantes – l'immobilier et les navires – sont en chute libre. La fermeture des banques depuis lundi a bloqué l'activité commerciale.

Vu ainsi, l'expropriation brutale serait encore le moindre mal pour les épargnants grecs.

Ils décideront dimanche s'ils perdent tout, ou si 30% pour cent de leurs économies seront confisquées.

Source: lesakerfrancophone.net – Source initiale: deutsche-wirtschafts-nachrichten.de

Grèce : honte aux économistes irresponsables !

Contrepoints et Le Figaro Publié le 8 juillet 2015

Certains économistes, en choisissant le populisme, ont sombré dans la facilité.

Par Nathalie Janson.

Un article de Trop Libre



Paul Krugman

Une nouvelle période de troubles se profile sans doute sur la zone euro en ce début du mois de juillet avec la victoire du « non » au référendum en Grèce. Que la classe politique grecque ait fait preuve d'irresponsabilité et d'inconséquence depuis janvier n'est malheureusement pas fait pour nous surprendre et les hommes politiques européens n'ont guère contribué à relever le niveau. En revanche, l'irresponsabilité des économistes dans leurs diagnostics et leurs préconisations est impardonnable. La médiocrité de la classe politique peut au moins s'expliquer par leur irrésistible envie de pouvoir et il est plus facile d'y accéder en disant ce que les gens veulent entendre, à savoir que l'austérité est terminée et que le salut du pays peut se faire sans ajustements douloureux. [Le choix du populisme](#) est le choix de la facilité.

Quand les économistes et non des moindres volent au secours du populisme...



Le plus surprenant, au fur et à mesure des jours qui nous rapprochaient du référendum, était de constater les prises de position des économistes et parmi lesquels des prix Nobel comme [Stiglitz](#) ou encore [Krugman](#). Ces éminents spécialistes de politique économique expliquent à qui veut l'entendre que continuer l'austérité est une erreur, que c'est bien la cause de tous les maux en Grèce. Il vaudrait mieux, non seulement effacer la dette grecque, mais également lui apporter de l'argent frais afin de permettre la reprise de l'activité économique.

N'avoir comme seule proposition la relance de l'activité par la dépense publique est un déni de la réalité grecque. La Grèce souffre essentiellement d'un problème institutionnel et c'est bien ce qui rend compliqué son rétablissement. Le problème demande du temps pour être résolu et la confiance dans les institutions ne se décrète pas. Dans ce contexte, prôner la dépense publique à un État clientéliste est presque criminel. C'est comme si vous recommandiez à une personne au régime de manger des gâteaux pour maigrir. Il y a peu de chance que le résultat obtenu soit celui espéré...

Une thérapie de choc qui demande une constance qui ne rime avec politique

Si la Grèce veut retrouver le chemin de la croissance, elle a plus que jamais besoin de stabilité, ce qui n'est guère probable avec la victoire du « non » au référendum. On continue sur le chemin de l'inconnu et cette incertitude radicale ne permet pas aux entrepreneurs grecs de se projeter dans l'avenir.

En outre, il est urgent de faire rentrer l'impôt mais en l'absence de croissance on se demande bien comment un tel miracle peut se produire. Les propositions des créanciers de la Grèce d'augmenter la TVA dans un pays où l'économie souterraine a une place de choix, est particulièrement malvenue et ne fait que la renforcer.

Il serait opportun de réfléchir à comment améliorer la rentabilité de l'impôt quitte à en baisser son pourcentage et à en élargir l'assiette.

Les économistes sous-estiment sans doute la puissance du [théorème de Laffer](#) : « *trop d'impôts tue l'impôt* ». Il serait opportun de réfléchir à comment améliorer la

rentabilité de l'impôt quitte à en baisser son pourcentage et à en élargir l'assiette. Il est vrai que la collecte de l'impôt ne s'améliorera que si la confiance dans le gouvernement en place est telle qu'elle renforce la crédibilité dans les institutions. Est-ce qu'un gouvernement comme celui de Tsipras qui s'affiche clairement anti-capitaliste peut créer un climat tel que les riches grecs investissent dans leur pays ? Rien n'est moins sûr...

—

[Sur le web](#). Article paru à l'origine dans *Le Figaro*.

Le point sur la situation Grecque

Bruno Bertez 8 juillet 2015

Le point sur la situation Grecque

La réunion des Ministres des Finances et les entretiens des leaders n'ont rien donné. A part les déclarations creuses habituelles. Les responsables Européens vivent bien, même ceux de droite, dans un univers socialiste et étatique : au lieu d'éclairer les marchés afin que ceux-ci prennent des décisions rationnelles, ils les fourvoient, ils les promènent. Il est loin le temps où l'on pensait que la fonction des dirigeants était d'éclairer l'avenir, de le rendre moins incertain !

Le gouvernement Grec n'a formulé aucune nouvelle proposition, et il a envoyé une demande formelle de nouvelle aide par l'ESM ; il soumettra Dimanche une liste de nouvelles réformes pour obtenir cette assistance.

La Grèce demanderait un prêt intercalaire de moyen terme pour passer le cap difficile. Les ultimatums et autres gesticulations se succèdent bien entendu. Ainsi Tusk a déclaré « la réalité est que nous n'avons que 4 jours pour trouver un accord final. Notre incapacité à trouver cet accord conduira à la faillite de la Grèce et à l'insolvabilité de ses banques ». Comme si elles n'étaient pas, l'une et les autres, et depuis longtemps déjà, totalement insolubles !

Juncker de son côté fait ce qu'il sait faire de mieux, il ment : « la Commission est prête à faire face à tous les cas de figure, nous avons un Grexit scénario préparé en détail ». Nous verrons.

Angela Merkel a déclaré la nuit dernière : « un haircut de la dette est hors de question ». Les pays du Nord font assaut de déclarations définitives et menaçantes ; Hollande prétend qu'un accord est encore possible mais « que le gouvernement Grec doit faire des propositions crédibles et sérieuses ».

Un sondage IFOP-Le Figaro indique que 85% des Français pensent que l'argent

prêté aux Grecs est perdu, en Allemagne sur le même sondage le chiffre est de 67% . Enfin Les français font majoritairement plus confiance à Merkel qu'à Hollande pour résoudre les problèmes, ce qui est normal, car dans le couple, on sait bien que c'est Angela qui porte la culotte.